ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Μαΐου **1953**	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου **130**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν. Δ. 2427. Περὶ κυρώσεως συμφωνίας διὰ τὴν διευκόλυνσιν τῆς κυκλοφορίας ὀπτικοῦ καὶ ἀκουστικοῦ ὑλικοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ, Ἐπιστημονικοῦ καὶ Μορφωτικοῦ χαρακτῆρος. 1

Ν. Δ. 2428. Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 12 Μαΐου 1951 συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Υγείας 2

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Περὶ ὁριστικῆς παραχωρήσεως μεταλλείου βωξίτου ἐν τῷ Νομῷ Βοιωτίας εἰς τὸν Γεώργιον Μπάρλον. 3

Περὶ καταργήσεως τῶν Δασαρχείων Ἀναδασώσεων Πεντελικοῦ, Πάρνηθος, Πειραιῶς καὶ Ἐλευσῖνος καὶ ἱδρύσεως Δασαρχείου Ἀττικῆς. 4

Περὶ καθορισμοῦ τύπου ὁριστικῶν τίτλων κυριότητος (ὁριστικῶν παραχωρητηρίων) τῶν κλήρων τῶν ἀγροτικῶς ἀποκατασταθέντων. 5

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 2427. (1)

Περὶ κυρώσεως συμφωνίας διὰ τὴν διευκόλυνσιν τῆς κυκλοφορίας ὀπτικοῦ καὶ ἀκουστικοῦ ὑλικοῦ ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ καὶ μορφωτικοῦ χαρακτῆρος.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 7 Μαΐου 1953 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν.

Ἄρθρον Μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ἐν Lake Success ὑπογραφεῖσα τὴν 31-12-49 συμφωνία περὶ διευκολύνσεως κυκλοφορίας ὀπτικοῦ καὶ ἀκουστικοῦ ὑλικοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ, Ἐπιστημονικοῦ καὶ Μορφωτικοῦ χαρακτῆρος.

Τὸ κείμενον τῆς συμφωνίας ταύτης ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Μαΐου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΓΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΜΜ. ΤΣΟΥΔΕΡΟΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ, ΠΑΤΣ. ΛΥΚΟΥΡΕΖΟΣ, Κ. ΠΑΠΑΓΙΑΝΝΗΣ, Θ. ΚΑΨΑΛΗΣ, Α. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Α. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Σ. ΔΗΜΑΡΑΤΟΣ, Σ. ΓΥΑΛΙΣΤΡΑΣ, Λ. ΕΥΤΑΞΙΑΣ, Π. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ, Α. ΚΑΡΑΘΟΔΩΡΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Μαΐου 1953.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

ACCORD

visant a faciliter la circulation internationale du materiel visuel et auditif de caractère educatif, scientifique et culturel.

Les Gouvernements des Etats signataires du présent Accord.

Persuadés qu'en facilitant la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique et culturel, ils concourront à la libre diffusion des idées par la parole et l'image et favoriseront ainsi la compréhension mutuelle entre les peuples, conformément aux buts de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article Premier.

Le présent Accord s'applique au matériel visuel et auditif qui appartient aux catégories énumérées à l'article II et présente un caractère éducatif, scientifique ou culturel.

Est considéré comme présentant un caractère éducatif, scientifique et culturel tout matétriel visuel et auditif:

a) Qui a essentiellement pour but ou pour effet d'instruire et d'informer, par la présentation d'un sujet ou d'un aspect de ce sujet, ou qui est, de par sa nature même, propre à assurer la conservation, le progrès ou la diffusion du savoir et à développer la compréhension et la bonne entente internationales;

b) Qui est à la fois caractéristique, authentique et véridique;

c) Dont la qualité technique est telle qu-elle ne peut en compromettre l'utilisation.

Article II.

Les dispositions de l'article précédent s'appliquent au matériel visuel et auditif des catégories et types suivants:

a) Films, films fixes et microfilms, sous forme de negatifs impressionnés et développés ou sous forme de positifs impressionnés et développés;

b) Enregistrement du son, de toutes formes et de tous genres;

c) Diapositives sur verre, maquettes et modèles mécaniques, tableaux muraux, cartes et affiches.

Dans le texte du présent Accord, tous ces types et toutes ces catégories sont désignés sous le terme générique de «matériel».

Article III.

1. Chacun des Etats contractants s'engage à assurer, en ce qui le concerne, dans un dèlai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent Accord, l'exemption de tous droits de douane et de toutes restrictions quantitatives, quelle qu'en soit la nature, ainsi que de l'obligation d'introduire une demande de licence en vue de l'importation définitive ou temporaire de matériel produit sur le territoire d'un des autre Etats contractants.

2. Rien dans le présent Accord ne comporte l'exemption des taxes, frais, charges ou droits afférents à l' importation de tous les articles, sans exception, quelle qu'en soit la nature ou l'origine, alors même qu'il s'agirait d'articles admis en franchise douanière ; ces taxes, frais et droits comprennent, entre autres, les droits de statistique et de timbre.

3. Le matériel qui bénéficie des privilèges inscrits au premier paragraphe du présent article est exempté, sur le teritoire du pays importateur, de tous frais, taxes, charge ou droits intérieurs, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont assujettis les articles semblables produits dans ce pays. Pour tout ce qui concerne les lois, règlements ou conditions d'ordre intérieur en affectant, d'une part, la vente, le transport et la distribution ou, d'autre part, la reproduction, l'exposition et autres usages, ce matériel ne jouira pas d'un traitement moins favorable que les articles analogues produits dans ce pays.

4. Rien dans le présent Accord n'obligerait un Etat contractant à refuser d'étendre le bénéfice des dispositions du présent article au matériel produit dans un Etat quelconque qui ne serait pas partie à cet Accord si un tel refus était incompatible avec les obligations internationales ou la politique commerciale dudit Etat contractant.

Article IV.

1. Pour que le matériel dont l'importation dans un Etat contractant est demandée bénéficie de l'exemption prévue au présent Accord, un certificat doit en attester le caractère éducatif, scientifique et culturel au sens de l'article premier.

2. Ce certificat sera délivré par l'autorité gouvernementale compétente de l'Etat où le matériel aura été produit, ou encore par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément au paragraphe 3 du présent article et d'après les modèles annexés au présent Accord. Ces modèles pourront être amendés ou revisés après accord des Etats contractants, à condition que ces amendements ou cette revision soient conformes aux stipulations du présent Accord.

3. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture délivrera des certificats pour le matériel de caractère éducatif, scientifique ou culturel produit par des organisations internationales reconnues par les Nations Unies ou par l'une quelconque des institutions spécialisées.

4. Sur le vu d'un tel certificat, l'autorité gouvernementale compétente de l'Etat contractant où le matériel doit être importé déterminera s'il peut bénéficier des dispositions du paragraphe 1 de l'article III du présent Accord. Cette décision sera prise après examen dudit matériel et eu égard aux stipulations de l' article premier. Si, à la suite de cet examen, ladite autorité avait l'intention de ne pas accorder ce bénéfice à un matériel dont elle contesterait le caractère éducatif, scientifique ou culturel, cette intention devrait, avant qu'une décision définitive ne soit prise, être notifiée au signataire du certificat, que ce soit un gouvernement ou l'Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture ; pour lui permettre de faire, à l'appui de la demande d'exemption, des représentations amicales au gouvernement du pays dans lequel le matériel doit être importé.

5. Les autorités de l'Etat contractant dans lequel le matériel doit être importé pourront imposer à l'importateur certaines règles prescrivant que ce matériel ne sera exposé ou utilisé qu'à des fins non lucratives.

6. La décision de l'autorité gouvernementale compétente de l'Etat contractant dans lequel le matériel doit être importé, dans les cas visés au paragraphe 4 du présent article, sera sans appel, mais ladite autorité devra, préalablement à cette décision, prendre en considération les représentations que lui fera le signataire du certificat, que ce soit un gouvernement ou l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article V.

Rien dans le présent Accord ne portera atteinte au droit des Etats contractants d'exercer la censure du matériel conformément à leur propre législation, ou de prendre des mesures de prohibition ou de limitation à l'importation pour des raisons de sûreté ou d' ordre publics.

Article VI.

Chacun des Etats contractants enverra à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture une copie de chaque certificat par lui délivré pour du matériel provenant de son territoire et informera l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture des décisions prises à l'endroit du matériel certifié provenant d'autres Etats contractants qui en auraient demandé l'importation sur son propre territoire, et, en cas de refus, des raisons qui ont dicté celui-ci. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture trasmettra ces renseignements à tous les Etats contractants ; elle publiera et tiendra à jour, en anglais et en français, un cataloque du matériel, où seront mentionnés tous les certificats et décisions s'y rapportant.

Article VII.

Les Etats contractants s'engagent à rechercher ensemble les moyens de réduire au minimum les restrictions qui ne sont pas supprimés par le présent Accord et qui pourraient entraver la circulation internationale du matériel visé à l'article premier.

Article VIII.

Dans un délai de six mois, à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord, chacun des Etats contractants informera l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture des mesures qu'il aura prises pour en assurer l'exécution sur son territoire. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture communiquera ces renseignements à tous les Etats contractants, à mesure qu'ils lui parviendront.

Article IX.

1. Tous les différends survenant entre les Etats parties au Statut de la Cour internationale de Justice et concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord, exception faite pour les dispositions des articles IV et V, seront soumis à la Cour internationale de Justice sauf certains cas spéciaux où les parties s' entendraient pour avoir recours à un autre mode de règlement.

2. Si les Etats contractants entre lesquels surgit un différend ne sont pas parties, ou si l'un d'entre eux n' est pas partie ; au Statut de la Cour internationale de Justice, ce différend sera soumis, à leur gré, et conformément aux règles constitutionnelles de chacun d'eux, soit à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux signée à la Haye le 18 octobre 1907, soit à tout autre tribunal d'arbitrage.

Article X.

Le présent Accord est soumis à l'acceptation des Etats signataires. Les instruments d'acceptation seront déposés auprés du Secrétaire général des Nations Unies, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres des Nations Unies, en indiquant la date à laquelle ce dépôt aura êté effectué.

Article XI.

1. A date du ler janvier 1950, tout Membre des Nations Unies non signataire du présent Accord et tout Etat non membre ayant reçu du Secrétaire général des Nations Unies communication d'une copie certifiée du présent Accord pourront y adhérer.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies, qui notifiera le dépôt et la date de ce dernier à tous les Membres des Nations Unies et aux Etats non membres visés au paragraphe précédent.

Article XII.

1. Le présent Accord entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le Secrétaire général des Nations Unies aura reçu au moins dix instruments d'acceptation ou d'adhésion conformément aux article X ou XI. Le Secrétaire général dressera ensuite, aussitôt que possible ; un procès-verbal spécifiant la date à laquelle le présent Accord entrera en vigueur, aux termes du présent paragraphe.

2. A l'égard de chacun des Etats au nom desquels un instrument d'acceptation ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, le présent Accord entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date du dépôt de cet instrument.

3. Le présent Accord sera enregistré le jour de son entrée en vigueur, par les soins du Secrétaire général des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte et aux réglements pertinents établis par l'Assemblée générale;

Article XIII

1. Tout Etat contractant pourra dénoncer le présent Accord à l'expiration d'une période de trois années à compter de la date de son entrée en vigueur, en ce qui concerne ledit Etat.

2. La dénonciation de l'Accord par tout Etat contractant s'effectuera par une notification écrite adressée par cet Etat au Secrétaire général des Nations Unies, qui informera tous les Membres des Nations Unies et tous les Etats non membres visés à l'article XI, de chaque notification, ainsi que de la date de réception.

3. La dénonciation prendra effet un an après réception de la notification par le Secrétaire général des Nations Unies.

Article XIV

1. Chacun des Etats contractants pourra, au moment de la signature, de l'acceptation ou de l'adhésion, déclarer qu'en acceptant le présent Accord, il n'entend prendre aucun engagement concernant l'ensemble ou l'un quelconque des territoires pour lesquels il a assumé des obligations internationales. Dans ce cas, le présent Accord ne sera pas applicable aux territoires qui feront l'objet d'une telle déclaration.

2. En acceptant le présent Accord, les Etats contractants n'assumeront aucune responsabilité quant à l'un quelconque ou à l'ensemble des territoires non autonomes qu'ils administrent sous leur responsabilité propre, mais ils pourront notifier l'acceptation , lors de leur propre acceptation ou à toute époque ultérieure, de l'un quelconque ou de l'ensemble de ces territoires. Dans ce cas, l'Accord s'appliquera à tous les territoires visés par la notification quatre-vingts-dix jours après réception de celle-ci par le Secrétaire général des Nations Unies.

3. Chacun des Etats contractants pourra, à tout moment après l'expiration de la période de trois ans prévue à l'article XIII, déclarer qu'il entend voir cesser l'application du présent Accord soit à l'ensemble ou à l'un quelconque des territoires pour lesquels il a assumé des obligations internationales; soit à l'un quelconque ou à l'ensemble des territoires non autonomes qu'il administre sous sa responsabilité propre.

Le présent Accord cessera, en pareil cas, d'être applicable aux territoires visés par une telle déclaration six mois après la réception de celle-ci par le Secrétaire général des Nations Unies.

4. Le Secrétaire général des Nations Unies communiquera à tous les Membres des Nations Unies et à tous les Etats non membres visés à l'article XI les déclara-

tions et notifications reçues en vertu du présent, article ainsi que les dates de leur réception.

Article XV

Rien dans le présent Accord n'empêchera les Etats contractants de conclure avec les Nations Unies ou avec l'une quelconque des institutions spécialisées des accords ou arrangements prévoyant des facilités , exemptions, privilèges ou immunités et en ce qui concerne le matériel provenant des Nations Unies ou de l'une quelconque des institutions spécialisées, ou préparé sous leurs auspices.

Article XVI

L'original du présent Accord sera déposé aux archives des Nations Unies. Il sera ouvert à la signature à Lake Success du 15 juillet 1949 au 31 décembre 1949. Le Secrétaire général des Nations Unies remettra des copies certifiées conformes du présent Accord à chacun des Membres des Nations Unies et à tous autres Gouvernements qui pourront être désignés à la suite d'un accord entre le Conseil économique et social des Nations Unies et le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires sous-signés, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont signé le présent Accord, dont les textes français et anglais feront également foi; au nom de leurs Gouvernements respectifs et aux dates qui apparaissent en face de leurs signatures respectives.

Pour l'Afghanistan : ABDUL HAMID AZIZ 29 décembre 1949.

Pour l'Argentine,

Pour l'Australie :

Pour l'Autriche :

Pour le Royaume de Belgique :

Pour la Bolivie :

Pour le Brésil : ad referendum João Carlos MUNIZ 15 de Setembro de 1949

Pour L'Union Birmane :

Pour la Republique Socialiste Soviétique de Bielorussie :

Pour le Canada : ad referendum Andrew G. L. McNAUGHTON 17 December 1949

Pour le Chili :

Pour la Chine :

Pour la Colombie :

Pour Costa-Rica :

Pour Cuba :

Pour la Tchécoslovaquie :

Pour le Danemark : subject to ratification (sous réserve de ratification) William BORBERG december 29th 1949.

Pour la République Dominicaine : Max Henriquez URENA August 5 th 1949.

Pour l'Equateur : Homero VITERI L. 29 December of 1949.

Pour l'Egypte :

Pour le Salvador : Hector David CASTRO december 29, 1949

Pour l'Ethiopie :

Pour la France :

Pour la Grèce : Alexis Kyrou December 31, 1949.

Pour le Guatemala :

Pour Haiti : S.M. ALEXIS 2 Décembre 1949.

Pour le Honduras :

Pour la Hongrie :

Pour l'Islande :

Pour l'Inde :

Pour l'Iran : Nasrollah ENTEZAM December 31st 1949.

Pour l'Irak :

Pour Israel :

Pour l'Italie :

Pour le Liban : Charles MALIK December 30, 1949.

Pour le Liberia :

Pour le Crand Duché de Luxembourg :

Pour le Mexique :

Pour Monaco :

Pour le Royaume des Pays-Bas : Subject to the reservation contained in the procès-verbal of signature drawn up prior to this signature. H. RIEMENS December 30, 1949.

(Sans préjudice de la réserve contenue dans le procès-verbal de signature dressé antérieurement à la présente signature.)

Cette réserve est conçue comme suit : Au moment de la signature du présent Accord, le plénipotentiaire du Gouvernement des Pays-Bas estime devoir déclarer que :

»En ce qui concerne le paragraphe premier de l'article III, les mots: «et de toutes restrictions quantitatives...ainsi que de l'obligation d'introduire une demande de licence» seront supprimés et exclus de l'application de l'Accord».

Pour la Nouvelle-Zélande :

Pour le Nicaragua :

Pour le Royaume de Norvège : Arne SUNDE December 20, 1949 ;

Pour le Pakistan :

Pour le Panama :

Pour le Paraguay :

Pour le Pérou :

Pour les Philippines : Subject to ratification Carlos P. Romulo december 31 1949 (Sous réserve de ratification).

Pour la Pologne :

Pour l'Arabie Saoudite :

Pour la Suisse :

Pour la Suède :

Pour la Syrie :

Pour la Thaïlande :

Pour la Turquie :

Pour la République Socialiste Soviétique d' Ukranie:

Pour l'Union Sud-Africaine :

Pour l'Union des Republiques Socialistes Soviétiques :

Pour Le Royaume-Unie de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord :

Pour les Etats-Unis d'Amérique : September 31,1949 Warren R. AUSTIN

Pour L'Uruguay : E. Rodriguez FABREGAT 31 décembre 1949.

Pour le Vénézuela :

Pour Le Yemen :

Pour la Yougoslavie :

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de l'Accord visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif ; scientifique et culturel, les prénipotentiaires sou-signés sont convenus de ce qui suit :

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies annexera au texte original de l'Accord les modèles de certificats prévus à l'article IV, lesquels sont soumis à l' approbation des Etats membres de l' Organisation des Nations Unies pour l'éducation ; la science et la culture, dès qu'ils lui auront été transmis à cette fin par le Directeur général de cette organisation. Le Secrétaire général dressera alors un procès-verbal à cet effet et adressera aux Gouvernements des Etats intéressés copie du procés-verbal et des modèles de certificats qui lui auront été transmis.

2. En attendant la conclusion de l'accord prévu à l' article XVI le Secrétaire général transmettra des copies certifiées conformes de l'Accord aux Etats non membres qui lui seront désignés par le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires ont signé le présent Protocole qui est rédigé en anglais et en français, les deux versions faisant également foi; aux dates qui apparaissent en face de leurs signatures respectives.

Pour l'Afghanistan : Abdul Hamid Aziz 29 décembre 1949

Piur l'Argentine :

Pour l'Australie :

Pour l'Autriche :

Pour le Rouaume de Belgique :

Pour la Bolivie :

Pour le Brésil : ad referendum Joâo Carlos Muniz 15 de Setembro de 1949

Pour l'Union Birmane :

Pour la Republique Socialiste Soviétique de Bielorussie :

Pour le Canada : ad referendum Andrew G.L. Mc Naughton 17 December 1949

Pour le Chili :

Pour la Chine :

Pour la Colombie :

Pour Costa-Rica :

Pour Cuba :

Pour la Tchecoslovaquie :

Pour le Danemark: subject to ratification William Borberg December 29th, 1949 (sous réserve de ratification)

Pour la Republique Dominicaine : Max Henrigueg Urena August 5th 1949.

Pour l'Equateur : Homero Viteri L. 29 December of 1949 .

Pour l'Egypte :

Pour le Salvador : Hector David Castro December 29, 1949

Pour l'Ethiopie :

Pour la France :

Pour la Grèce : Alexis Kyrou December 31, 1949

Pour le Guatemala :

Pour Haiti : S.M. Alexis 2 Decembre 1949

Pour le Honduras :

Pour la Hongrie :

Pour l'Islande :

Pour l'Inde :

Pour l'Iran: Nasrollah Entezam December 31st. 1949

Pour l'Irak :

Pour Israel :

Pour l'Italie :

Pour le Liban : Charles Malik December, 30 1949

Pour le Libéria :

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

Pour le Mexique :

Pour Monaco :

Pour le Royaume des Pays-Bas : H. Riemens December 30, 1949

Pour la Nouvelle Zélande :

Pour le Nicaragua :

Pour le Royaume de Norvège : Arne Sunde December 20, 1949

Pour le Pakistan :

Pour le Panama :

Pour le Paraguay :

Pour le Pérou :

Pour les Philippines : subject to ratification Carlos P. Romulo December 31, 1949

(sous réserve de ratification)

Pour la Pologne :

Pour l'Arabie Saoudite :

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Pour la Syrie :

Pour la Thaïlande :

Pour la Turquie :

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine :

Pour l'Union Sud-Africaine :

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Pour les Etats-Unis d'Amérique : September 13, 1949 Warren R. AUSTIN

Pour L'Uruguay : E. Rodriguez FABREGAT 31 December 1949 .

Pour le Vénézuela :

Pour le Yemen :

Pour la Yougoslavie :

Copie certifié conforme :

Pour le Secrétaire général : Sign.

Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique.

Voir instructions au verso — Certificat No. — Gouvernement d'Origine

Certificat

Délivré conformément à l'article IV de

L'Accord visant à faciliter la circulation Internationale du Materiel Auditif et Visuel de Caractère Educatif, Scientifique et Culturel.

Délivré à (nom) .....
Adresse Complète .....
1. Nature du Matériel : .....
2. Titre : .....
3. Langue (s) : .....
4. Dimensions .....
5. Caractéristiques extérieures : .....
6. Poids : .....
7. Année de production : .....
8. Producteur ou Firme productrice (nom et adresses).
9. Sujet contenu : .....

Le Gouvernement de certifie que le matériel décrit ci-dessus présente un caractère éducatif, scientifique ou culturel, au sens de l'Article 1 de l'Accord sus -indiqué.

Délivré à :

Timbre officiel de l'autorité gouvernementale

Date

Fonctionnaire qui a établi le certificat

Instructions

Delivré à : Non du détenteur (personne ou organisation) des droits de reproduction du matériel.

1. Nature du matériel: film, film fixe microfilms, diapositives sur verre, modèles, tableaux, muraux, cartes, affiches, enregistrements sonores.

2. Titres: pour les films: dans le cas de films non montés, donner le titre provisoire avec l'indication (TP); dans le cas de films, dont le titre a été modifié donner les deux versions des titres.

3. Langue (s) pour les films: dans le cas de films sous-titrés, indiquer la langue du texte parlé et celle des sous-titres.

4. Dimensions:

a) Films: nombre de bobines, durée de projections, longueur en pieds ou en mètres, format (8mm,9,5 mm, 16 mm ou 35 mm.)

b) Films fixes: longueur en pieds ou en mètres, images simples ou doubles, nombre d'images.

c) Microfilms: images simples ou doubles, nombre de pages ou d'images reproduites.

d) Diapositives sur verre ; nombre, format : 50x50 mm (2"X2"), 83X83 mm (3 1)4" x 3 1)4"), ou 83 x 100 mm (3 1)4 x 4").

e) Modèles: nombre et dimensions.

f) Tableaux muraux, cartes et affiches: nombre et dimensions.

g) Enregistrements sonores: diamètre ou longueur; nombre de tours par minute (pour disques), pieds ou mètres par minute (pour rubans); durée (pour disques et rubans).

5. Caractéristiques extérieures.

a) Films : positifs ou négatifs, en blanc et noir ou en couleurs, muets ou sonores.

b) Films fixes : positifs, en blanc et noir ou en couleurs, muets ou avec accompagnement sonore.

c) Diapositives sur verre: positifs ou négatifs, en blanc et noir ou en couleurs.

d) Modèles: fixes ou mobiles.

e) Tableaux muraux, cartes, affiches: en blanc et noir ou en couleurs à utiliser tels quels ou comme originaux à reproduire.

f) Enregistrements sonores : disques, films ou rubans, à utiliser tels quels ou comme originaux à reproduire.

ACCORD VISANT A FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE DU MATERIEL VISUEL ET AUDITIF DE CARACTERE EDUCATIF, SCIENTIFIQUE ET CULTUREL.

PROCES-VERBAL DE DEPOT DU MODELE DE CERTIFICAT PREVU A L' ARTICLE IV.

Considérant que l'article IV de l'Accord visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique et culturel prévoit dans ses paragraphes 1 et 2 ;

«1. Pour que le matériel dont l'importation dans un Etat contractant est demandée bénéficie de l'exemption prévue au présent Accord, un certificat doit en attester le caractère éducatif, scientifique et culturel au sens de l'article premier.

«2. Ce certificat sera délivré par l'autorité gouvernementale compétente de l'Etat où le matériel aura été produit, ou encore par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément au paragraphe 3 du présent article et d'après les modèles annexés au présent Accord. Ces modèles pourront être amendés ou revisés après accord des Etats contractants, à condition que ces amendements ou cette revision soient conformes aux stipulations du présent Accord»;

Considérant que le Protocole de signature annexé à l'Accord stipule dans son premier paragraphe

«1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies annexera au texte original de l'Accord les modèles de certificats prévus a l'article IV, lesquels sont soumis à l'approbation des Etats membres de l' Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, dès qu'ils lui auront été transmis à cette fin par le Directeur général de cette organisation. Le Secrétaire général dressera alors un procés-verbal à cet effet et adressera aux gouvernements des Etats intéressés copie du procés-verbal et des modèles de certificats qui lui auront été transmis»;

Considérant que le Directeur général par intérim de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a transmis au Sectétaire général des Nations Unies le 4 août 1950 une copie certifiée conforme en langue anglaise et une copie certifiée conforme en langue française du modèle de certificat ;

En Conséquence j'ai, Ivan Kerno, Secrétaire général adjoint, Département Juridique, au nom du Secrétaire général, signé ce Procés-Verbal de dépôt dans les langues anglaise et française pour être annexé au texte authentique de l'Accord visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique et culturel.

Fait à Lake Success N.Y.le 5 sept.

(Sign.)

Assistant Sécretaire général adjoint 1950

Département juridique.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

ἀποβλέπουσα εἰς τὴν διευκόλυνσιν τῆς διεθνοῦς κυκλοφορίας ὀπτικοῦ καὶ ἀκουστικοῦ ὑλικοῦ, ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ καὶ μορφωτικοῦ χαρακτῆρος.

Αἱ Κυβερνήσεις τῶν ὑπογραψάντων τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν Κρατῶν.

Ἔχουσαι τὴν πεποίθησιν ὅτι, διευκολύνουσαι τὴν διεθνῆ κυκλοφορίαν ὀπτικοῦ καὶ ἀκουστικοῦ ὑλικοῦ, ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ καὶ μορφωτικοῦ χαρακτῆρος, θέλουσι συντελέσει εἰς τὴν ἐλευθέραν διάδοσιν τῶν ἰδεῶν διὰ τοῦ λόγου καὶ τῶν εἰκόνων καὶ θέλουσι εὐνοήσει τὴν ἀμοιβαίαν μεταξὺ τῶν λαῶν κατανόησιν, συμφώνως πρὸς τὰς ἐπιδιώξεις τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν παιδείαν, τὰς ἐπιστήμας καὶ τὴν μόρφωσιν

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διατάξεων :

Ἄρθρον 1

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἐφαρμόζεται ἐπὶ τοῦ ὀπτικοῦ καὶ ἀκουστικοῦ ὑλικοῦ τὸ ὁποῖον ὑπάγεται εἰς τὰς εἰς τὸ ἄρθρον 2 ἀπαριθμουμένας κατηγορίας καὶ παρουσιάζει ἐκπαιδευτικόν, ἐπιστημονικόν καὶ μορφωτικὸν χαρακτῆρα.

Θεωρεῖται παρουσιάζον ἐκπαιδευτικόν, ἐπιστημονικὸν καὶ μορφωτικὸν χαρακτῆρα πᾶν ὀπτικὸν καὶ ἀκουστικὸν ὑλικόν :

α) ἔχον οὐσιαστικῶς ὡς σκοπὸν ἢ ὡς ἀποτέλεσμα νὰ ἐκπαιδεύῃ καὶ πληροφορῇ διὰ τῆς παρουσιάσεως θέματος ἢ ἀπόψεως τοῦ θέματος τούτου ἢ τὸ ὁποῖον ἐξ αὐτῆς ταύτης τῆς φύσεως αὐτοῦ εἶναι κατάλληλον ὅπως ἐξασφαλίσῃ τὴν διάσωσιν, τὴν πρόοδον καὶ τὴν διάδοσιν τῶν γνώσεων καὶ ἀναπτύξῃ τὴν διεθνῆ κατανόησιν καὶ καλὴν συνεννόησιν.

β) ὂν συγχρόνως χαρακτηριστικὸν αὐθεντικὸν καὶ ἀληθές.

γ) τὸ ὁποῖον εἶναι τεχνικῶς τοιαύτης ποιότητος ὥστε νὰ μὴ παραβλάπτεται ἡ χρησιμοποίησίς του.

Ἄρθρον 2

Αἱ διατάξεις τοῦ προηγουμένου ἄρθρου ἐφαρμόζονται ἐπὶ τοῦ ὀπτικοῦ καὶ ἀκουστικοῦ ὑλικοῦ τῶν κατωτέρω κατηγοριῶν καὶ τύπων :

α) ταινίαι, ταινίαι ὀπτικαὶ καὶ μικροταινίαι ἐκτυπωμέναι καὶ ἐμφανισμέναι εἰς τὸ ἀρνητικὸν ἢ τὸ θετικόν.

β) ἠχογραφήσεις πάσης μορφῆς καὶ παντὸς εἴδους.

γ) ἀπεικονίσεις ἐπὶ ὑάλου, μηχανικὰ προπλάσματα καὶ ὑποδείγματα, τοιχογραφίαι, χάρται καὶ τοιχοκολλούμενα ἔντυπα.

Εἰς τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας ὅλοι οἱ τύποι καὶ αἱ κατηγορίαι αὗται ὑλικοῦ ὑποδηλοῦνται διὰ τοῦ γενικοῦ ὅρου «ὑλικόν».

Ἄρθρον 3

1. Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐξασφαλίσῃ, καθ' ὅσον τὸ ἀφορᾷ, ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὴν ἀπαλλαγὴν ἀπὸ παντὸς τελωνειακοῦ δασμοῦ καὶ παντὸς ποσοτικοῦ περιορισμοῦ, οἱασδήποτε φύσεως, ὡς καὶ ἀπὸ τῆς ὑποχρεώσεως ὑποβολῆς αἰτήσεως πρὸς ἀπόκτησιν ἀδείας ὁριστικῆς ἢ προσκαίρου εἰσαγωγῆς, τοῦ ὑλικοῦ παραγομένου ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν ἑτέρων Συμβαλλομένων Κρατῶν.

2. Οὐδεμία τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας συνεπάγεται τὴν ἀπαλλαγὴν ἀπὸ τῶν τελῶν, ἐξόδων, εἰσφορῶν ἢ δικαιωμάτων εἰσαγωγῆς παντὸς ἀντικειμένου, ἄνευ ἐξαιρέσεως, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ φύσις ἢ ἡ προέλευσις αὐτοῦ, καὶ ὅταν ἀκόμη πρόκειται περὶ εἰδῶν ὧν ἡ εἰσαγωγὴ εἶναι ἀπηλλαγμένη τελωνειακῶν δασμῶν. Εἰς τὰ τέλη, ἔξοδα καὶ δικαιώματα ταῦτα περιλαμβάνονται, μεταξὺ ἄλλων, καὶ τὰ τέλη στατιστικῆς καὶ χαρτοσήμου.

3. Τὸ ὑλικὸν τὸ ὁποῖον χαίρει τῶν ἀναγραφομένων εἰς τὴν πρώτην παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου εὐεργετημάτων ἀπαλλάσσεται, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς εἰσαγούσης χώρας, ἐσωτερικῶν ἐξόδων, τελῶν, εἰσφορῶν ἢ δικαιωμάτων ἑτέρων ἢ ἀνωτέρων ἐκείνων εἰς ἃ ὑπάγονται παρόμοια εἴδη ἐγχωρίου παραγωγῆς. Ὡς πρὸς πᾶν ὅ,τι ἀφορᾷ τοὺς νόμους, κανονισμοὺς ἢ τὰ ἐσωτερικὰ μέτρα τὰ ἀναφερόμενα, ἀφ' ἑνὸς μέν, εἰς τὴν πώλησιν, μεταφορὰν καὶ διανομήν, καὶ ἐφ' ἑτέρου, εἰς τὴν ἀναπαραγωγὴν τὴν ἔκθεσιν ἢ ἄλλην χρησιμοποίησιν αὐτοῦ, τὸ ὑλικὸν τοῦτο δὲν θὰ χαίρῃ ὀλιγότερον εὐνοϊκῆς μεταχειρίσεως τῶν ἀντιστοίχων εἰδῶν ἐγχωρίου παραγωγῆς.

4. Οὐδεμία διάταξις τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑποχρεοῖ τὰ συμβαλλόμενα Κράτη νὰ ἀρνηθῶσι τὴν ἐπέκτασιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐπὶ ὑλικοῦ παραγομένου εἰς Κράτος μὴ περιλαμβανόμενον μεταξὺ τῶν διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας συμβαλλομένων μερῶν, ἐὰν ἡ τοιαύτη ἄρνησις θὰ ἦτο ἀσυμβίβαστος πρὸς τὰς διεθνεῖς ὑποχρεώσεις ἢ τὴν ἐμπορικὴν πολιτικὴν τοῦ ρηθέντος συμβαλλομένου Κράτους.

Ἄρθρον 4.

1. Ἵνα ὑπαχθῇ εἰς τὴν προβλεπομένην εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἀπαλλαγήν, τὸ ὑλικὸν τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ εἰσαγωγὴ εἰς ἓν τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, ὁ ἐκπαιδευτικός, ἐπιστημονικὸς καὶ μορφωτικὸς χαρακτὴρ αὐτοῦ δέον νὰ βεβαιοῦται διὰ πιστοποιητικοῦ.

2. Τὸ πιστοποιητικὸν τοῦτο θὰ ἐκδίδεται ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας κυβερνητικῆς ἀρχῆς τοῦ Κράτους τῆς παραγωγῆς ἢ, ἔτι, ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν παιδείαν, τὰς ἐπιστήμας καὶ τὴν μόρφωσιν, συμφώνως πρὸς τὴν 3ην παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ κατὰ τὰ συνημμένα εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ὑποδείγματα. Τὰ ὑποδείγματα ταῦτα δύνανται νὰ τροποποιηθοῦν ἢ νὰ ἀναθεωρηθοῦν κατόπιν συμφωνίας τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ἡ τροποποίησις ἢ ἡ ἀναθεώρησις αὕτη εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

3. Ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν παιδείαν, τὰς ἐπιστήμας καὶ τὴν μόρφωσιν θὰ ἐκδίδῃ πιστοποιητικὰ διὰ τὸ παραγόμενον ὑπὸ διεθνῶν ὀργανώσεων ἀνεγνωρισμένων ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ ὑπὸ οἱασδήποτε τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων, ὑλικὸν ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ καὶ μορφωτικοῦ χαρακτῆρος.

4. Ἐπὶ τῇ ἐμφανίσει τοιούτου πιστοποιητικοῦ, ἡ ἁρμοδία κυβερνητικὴ ἀρχὴ τοῦ συμβαλλομένου Κράτους, εἰς τὸ ὁποῖον εἰσάγεται τὸ ὑλικόν, ἀποφασίζει ὡς πρὸς τὸ δυνατὸν τῆς παραγωγῆς αὐτοῦ εἰς τὰς διατάξεις τῆς πρώτης παραγράφου τοῦ ἄρθρου 3 τῆς παρούσης Συμφωνίας. Ἡ ἀπόφασις αὕτη λαμβάνεται κατόπιν ἐξετάσεως τοῦ ρηθέντος ὑλικοῦ καὶ ἐν ὄψει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 1. Ἐάν, κατόπιν τῆς ἐξετάσεως ταύτης, ἡ ρηθεῖσα ἀρχὴ θὰ εἶχε τὴν πρόθεσιν νὰ μὴ χορηγήσῃ τὸ εὐεργέτημα τοῦτο δι' ὑλικὸν οὗτινος θὰ ἠμφισβήτει τὸν ἐκπαιδευτικόν, ἐπιστημονικὸν ἢ μορφωτικὸν χαρακτῆρα, τοῦτο δέον νὰ φέρεται, πρὸ τῆς λήψεως ὁριστικῆς ἀποφάσεως, εἰς γνῶσιν τοῦ ὑπογράψαντος τὸ πιστοποιητικὸν εἴτε Κυβέρνησις εἴτε ἡ Ὀργάνωσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὰς ἐπιστήμας καὶ τὴν μόρφωσιν, εἶναι οὗτος, ἵνα ἐπιτραπῇ εἰς αὐτὸν νὰ προβῇ εἰς ὑποστήριξιν τῆς αἰτήσεως ἀπαλλαγῆς εἰς φιλικὰς παραστάσεις πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν δέον νὰ εἰσαχθῇ τὸ ὑλικόν.

5. Αἱ ἀρχαὶ τοῦ συμβαλλομένου Κράτους εἰς τὸ ὁποῖον εἰσάγεται τὸ ὑλικὸν θὰ δύνανται νὰ ἐπιβάλουσι εἰς τὸν εἰσαγωγέα τὸν σεβασμὸν διατάξεων ἀπαγορευουσῶν τὴν ἔκθεσιν ἢ χρησιμοποίησιν τοῦ ὑλικοῦ τούτου εἰμὴ μόνον ἐπὶ ἀνιδιοτελεῖ σκοπῷ.

6. Ἡ ἀπόφασις τῆς ἁρμοδίας κυβερνητικῆς ἀρχῆς τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους εἰς τὸ ὁποῖον εἰσάγεται τὸ ὑλικόν, εἰς τὰς προβλεπομένας εἰς τὴν παράγραφον 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου περιπτώσεις, θὰ εἶναι ἀνέκκλητος, ἀλλὰ ἡ ρηθεῖσα ἀρχὴ ὀφείλει, ἀπὸ τῆς λήψεως ἀποφάσεως, νὰ ἐξετάσῃ τὰς παραστάσεις αἵτινες θὰ τῇ ἐγίνοντο ὑπὸ τοῦ ὑπογράψαντος τὸ πιστοποιητικὸν εἴτε οὗτος εἶναι Κυβέρνησις εἴτε ἡ Ὀργάνωσις Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὰς ἐπιστήμας καὶ τὴν μόρφωσιν.

Ἄρθρον 5.

Οὐδεμία τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας περιορίζει τὸ δικαίωμα συμβαλλομένου Κράτους τοῦ ἀσκεῖν λογοκρισίαν ἐπὶ τοῦ ὑλικοῦ συμφώνως πρὸς τὴν ἰδίαν

αὐτοῦ νομοθεσίαν, ἢ τοῦ λαμβάνειν μέτρα ἀπαγορεύσεως ἢ περιορισμοῦ τῆς εἰσαγωγῆς διὰ λόγους ἀσφαλείας ἢ δημοσίας τάξεως.

Ἄρθρον 6.

Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν θὰ ἀποστέλλῃ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν παιδείαν, τὰς ἐπιστήμας καὶ τὴν μόρφωσιν, ἀντίγραφον ἑκάστου ἐκδιδομένου ὑπ' αὐτοῦ πιστοποιητικοῦ δι' ὑλικὸν προερχόμενον ἐκ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ, καὶ θὰ πληροφορῇ τὴν Ὀργάνωσιν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν παιδείαν, τὰς ἐπιστήμας καὶ τὴν μόρφωσιν περὶ τῶν λαμβανομένων ἀποφάσεων ὡς πρὸς τὸ πιστοποιούμενον ὑλικὸν τὸ προερχόμενον ἐξ ἑτέρων συμβαλλομένων Κρατῶν, ἅτινα θὰ εἶχον ζητήσει τὴν εἰσαγωγὴν αὐτοῦ, εἰς τὸ ἔδαφός του, καὶ ἐν περιπτώσει ἀρνήσεως, περὶ τῶν λόγων οἵτινες ὑπηγόρευσαν αὐτήν. Ἡ Ὀργάνωσις Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν παιδείαν, τὰς ἐπιστήμας καὶ τὴν μόρφωσιν θὰ διαβιβάζῃ τὰς πληροφορίας ταύτας εἰς ἅπαντα τὰ συμβαλλόμενα Κράτη αὕτη θὰ δημοσιεύῃ καὶ θὰ ἐνημερώνῃ κατάλογον, εἰς ἀγγλικὴν καὶ γαλλικήν, τοῦ ὑλικοῦ, ἐν τῷ ὁποίῳ θὰ γίνεται μνεία ὅλων τῶν σχετικῶν πρὸς αὐτὸ πιστοποιητικῶν καὶ ἀποφάσεων.

Ἄρθρον 7.

Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀναζητήσουν ἀπὸ κοινοῦ τὰ μέσα διὰ τὴν μείωσιν εἰς τὸ ἐλάχιστον τῶν περιορισμῶν οἵτινες δὲν καταργοῦνται διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ οἱ ὁποῖοι θὰ ἠδύναντο νὰ παρεμποδίζωσι τὴν διεθνῆ κυκλοφορίαν τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 1 ὑλικοῦ.

Ἄρθρον 8.

Ἐντὸς προθεσμίας 6 μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν θὰ γνωρίσῃ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν παιδείαν, τὰς ἐπιστήμας καὶ τὴν μόρφωσιν, τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔχῃ λάβει διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ἐφαρμογῆς αὐτῆς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους της. Ἡ Ὀργάνωσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὰς ἐπιστήμας καὶ τὴν μόρφωσιν, θὰ κοινοποιῇ τὰς πληροφορίας ταύτας εἰς ἅπαντα τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ἐν ᾧ μέτρῳ θὰ περιέρχωνται αὗται εἰς αὐτήν.

Ἄρθρον 9.

1. Ἅπασαι αἱ ἀναφυόμεναι μεταξὺ τῶν Κρατῶν μερῶν εἰς τὸ Καταστατικὸν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου, διαφοραὶ αἱ ἀφορῶσαι τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐξαιρέσει τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 4 καὶ 5, θὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον, ἐκτὸς εἰδικῶν τινων περιπτώσεων ἐπὶ τῶν ὁποίων τὰ μέρη θὰ συνεφώνουν νὰ προσφύγωσι εἰς ἕτερον τρόπον διακανονισμοῦ.

2. Ἐὰν τὰ συμβαλλόμενα Κράτη μεταξὺ τῶν ὁποίων ἀναφύεται διαφορά, δὲν εἶναι μέρη ἢ ἕν ἐξ αὐτῶν δὲν εἶναι μέρος, εἰς τὸ Καταστατικὸν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου, ἡ διαφορὰ αὕτη θὰ ὑποβάλλεται, κατ' ἀρέσκειάν των καὶ συμφώνως πρὸς τοὺς συνταγματικοὺς κανόνας ἑκάστου αὐτῶν, εἴτε εἰς διαιτητικὸν Δικαστήριον συνιστάμενον συμφώνως πρὸς τὴν Σύμβασιν περὶ εἰρηνικοῦ διακανονισμοῦ τῶν διεθνῶν διαφορῶν τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Χάγῃ τὴν 18ην Ὀκτωβρίου 1907, εἴτε εἰς οἱονδήποτε ἄλλο διαιτητικὸν δικαστήριον.

Ἄρθρον 10

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ὑπόκειται εἰς τὴν ἀποδοχὴν τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν. Τὰ ὄργανα ἀποδοχῆς θέλουσι κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὅστις θέλει προβῇ εἰς κοινοποίησιν περὶ τῆς καταθέσεως εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀναφέρων τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν θὰ ἔχῃ γίνει ἡ κατάθεσις.

Ἄρθρον 11.

1. Ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1950, πᾶν Μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν μὴ ὑπογράψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, καὶ πᾶν μὴ μέλος Κράτος λαβὸν παρὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀνακοίνωσιν κεκυρωμένου ἀντιγράφου τῆς παρούσης Συμφωνίας δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς αὐτήν.

2. Τὰ ὄργανα προσχωρήσεως θὰ κατατίθενται παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὅστις θέλει κοινοποιεῖ τὴν κατάθεσιν καὶ τὴν ἡμερομηνίαν αὐτῆς εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον μὴ μέλη Κράτη.

Ἄρθρον 12

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ 90 ἡμέρας μετὰ τὴν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν παραλαβὴν δέκα τοὐλάχιστον ὀργάνων ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 10 καὶ 11. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει συντάξει ἀκολούθως, ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον, πρακτικὸν ἐμφαῖνον τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν παράγραφον.

2. Ἀπέναντι ἑκάστου τῶν Κρατῶν ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων θὰ κατετίθετο μεταγενεστέρως ὄργανον ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τίθεται ἐν ἰσχύϊ 90 ἡμέρας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου τούτου.

3. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει καταχωρηθῇ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς, μερίμνῃ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Χάρτου καὶ τοὺς σχετικοὺς κανονισμοὺς θεσπισθέντας ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 13

1. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος θὰ δύναται νὰ καταγγέλλῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν κατὰ τὴν λῆξιν τριετοῦς περιόδου ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος της καθόσον ἀφορᾷ τὸ ρηθὲν Κράτος.

2. Ἡ καταγγελία τῆς Συμφωνίας ὑπὸ παντὸς συμβαλλομένου Κράτους θὰ γίνεται δι' ἐγγράφου ἀνακοινώσεως ἀπευθυνομένης ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὅστις θὰ πληροφορῇ περὶ ἑκάστης ἀνακοινώσεως καὶ περὶ τῆς ἡμερομηνίας τῆς λήψεως αὐτῆς ἅπαντα τὰ Μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἅπαντα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 11, μὴ μέλη Κράτη.

3. Ἡ καταγγελία θὰ καθίσταται ἐνεργὸς ἓν ἔτος μετὰ τὴν λῆψιν τῆς ἀνακοινώσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 14

1. Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν θὰ δύναται κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς, τῆς ἀποδοχῆς ἢ τῆς προσχωρήσεως νὰ δηλώσῃ ὅτι, ἀποδεχόμενον τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, δὲν ἐννοεῖ νὰ ἀναλάβῃ ὑποχρέωσιν ἀφορῶσαν τὸ σύνολον ἢ ἕν οἱονδήποτε, τῶν ἐδαφῶν ἔναντι τῶν ὁποίων τὸ συμβαλλόμενον τοῦτο Κράτος ἀνέλαβε διεθνεῖς ὑποχρεώσεις. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην, ἡ παροῦσα Συμφωνία δὲν θὰ εἶναι ἐφαρμοστέα εἰς τὰ ἐδάφη ἅτινα θὰ ἀποτελοῦν τὸ ἀντικείμενον τοιαύτης δηλώσεως.

2. Ἀποδεχόμενα τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, τὰ συμβαλλόμενα Κράτη οὐδεμίαν θὰ ἀναλαμβάνωσι εὐθύνην καθόσον ἀφορᾷ ἓν οἱονδήποτε ἢ τὴν ὁλότητα τῶν μὴ αὐτονόμων ἐδαφῶν ἅτινα διοικοῦσι ἀπὸ ἰδίαν αὐτῶν εὐθύνην, ἀλλὰ θὰ δύνανται νὰ ἀνακοινώσουν τὴν ἀποδοχὴν αὐτῶν κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἰδίας αὐτῶν ἀποδοχῆς ἢ ἀνὰ πᾶσαν μεταγενεστέραν στιγμὴν ὑφ' ἑνὸς οἱουδήποτε ἢ τοῦ συνόλου τῶν ἐδαφῶν τούτων. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην, ἡ Συμφωνία θὰ ἐφαρμόζεται εἰς ὅλα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν ἀνακοίνωσιν ἐδάφη, 90 ἡμέρας μετὰ τὴν λῆψιν αὐτῆς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

3. Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν θὰ δύναται, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 13 τριετοῦς περιόδου, νὰ δηλώσῃ ὅτι ἐννοεῖ νὰ ἴδῃ τερματιζομένην τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας εἴτε καθόσον ἀφορᾷ τὸ σύνολον ἢ ἕν οἱονδήποτε τῶν ἐδαφῶν διὰ τὰ ὁποῖα ἔχει ἀναλάβει διεθνεῖς ὑποχρεώσεις, εἴτε ὡς πρὸς οἱονδήποτε ἢ τὸ σύνολον τῶν μὴ αὐτονόμων ἐδαφῶν ἅτινα διοικεῖ ὑπὸ τὴν ἰδίαν αὐτοῦ εὐθύνην. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ παύσῃ, ἐν τοιαύτῃ περι-

πτώσει, νὰ εἶναι ἐφαρμοστέα ὡς πρὸς ἀναφερόμενα εἰς ἑκάστην δήλωσιν ἐδάφη, ὁ μῆνας μετὰ τὴν λῆψιν αὐτῆς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

4. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θέλει προβαίνει εἰς κοινοποίησιν πρὸς ἅπαντα τὰ Μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ πρὸς τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 11 μὴ μέλη Κράτη, τῶν δηλώσεων καὶ ἀνακοινώσεων αἵτινες ἤθελον τῷ περιέλθῃ δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου ὡς καὶ τῶν ἡμερομηνιῶν λήψεως αὐτῶν.

Ἄρθρον 15

Οὐδεμία τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως κωλύει τὰ συμβαλλόμενα Κράτη τῆς συνάψεως μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ μετὰ μιᾶς οἱασδήποτε τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων συμφωνιῶν ἢ διακανονισμῶν προβλεπουσῶν τὴν παραχώρησιν διευκολύνσεων, ἀπαλλαγῶν, προνομιῶν ἢ ἀσυλιῶν ἀφορωσῶν τὸ ἐκ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ μιᾶς, οἱασδήποτε, τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων προερχόμενον ἢ παρασκευαζόμενον ὑπὸ τὴν αἰγίδα αὐτῶν, ὑλικόν.

Ἄρθρον 16

Τὸ πρωτότυπον τῆς παρούσης Συμφωνίας θέλει κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Ἡ Συμφωνία θὰ εἶναι ἐκτεθειμένη εἰς ὑπογραφὴν ἐν LAKE SUCCESS ἀπὸ τῆς 15ης Ἰουλίου 1949 μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1949. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θέλει ἐπιδώσῃ κεκυρωμένα ἀντίγραφα τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰς ἕκαστον τῶν Μελῶν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς πᾶσαν ἄλλην Κυβέρνησιν ἥτις δύναται νὰ καθορισθῇ κατόπιν συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου τῆς Ὀργανώσεως Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν παιδείαν, τὰς ἐπιστήμας καὶ τὴν μόρφωσιν.

Εἰς πίστωσιν, οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι, ἀφοῦ κατέθεσαν τὰ πληρεξούσια αὐτῶν, εὑρεθέντα ἐν πλήρει τάξει ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, ἧς τὰ κείμενα εἰς γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, ἐξ ὀνόματος τῶν οἰκείων αὐτῶν Κυβερνήσεων καὶ κατὰ τὰς ἐμφαινομένας ἐναντι τῶν οἰκείων αὐτῶν ὑπογραφῶν ἡμερομηνίας.

Πρωτόκολλον ὑπογραφῆς

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμφωνίας τῆς ἀποβλεπούσης εἰς τὴν διευκόλυνσιν τῆς διεθνοῦς κυκλοφορίας τοῦ ὀπτικοῦ καὶ ἀκουστικοῦ ὑλικοῦ ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ καὶ μορφωτικοῦ χαρακτῆρος, οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα:

1. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θέλει ἐπισυνάψει εἰς τὸ πρωτότυπον κείμενον τῆς Συμφωνίας τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 4 ὑποδείγματα πιστοποιητικῶν ἅτινα ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν Κρατῶν μελῶν τῆς Ὀργανώσεως Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν παιδείαν, τὰς ἐπιστήμας καὶ τὴν μόρφωσιν, εὐθὺς ὡς ταῦτα θέλουσι τῷ ἀποσταθῇ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὀργανώσεως ταύτης. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει προβῇ τότε, ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ, εἰς τὴν σύνταξιν πρακτικοῦ καὶ θέλει ἀπευθύνῃ πρὸς τὰς Κυβερνήσεις τῶν ἐνδιαφερομένων Κρατῶν ἀντίγραφον τοῦ πρακτικοῦ καὶ τῶν ὑποδειγμάτων τὰ ὁποῖα θὰ τῷ ἔχουν διαβιβασθῇ.

2. Ἐν ἀναμονῇ τῆς συνάψεως τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 16 συμφωνίας, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει διαβιβάσει κεκυρωμένα ἀντίγραφα τῆς Συμφωνίας εἰς τὰ μὴ μέλη-Κράτη ἅτινα θὰ τῷ ὑποδειχθῶσι ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου τῆς Ὀργανώσεως Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν παιδείαν, τὰς ἐπιστήμας καὶ τὴν μόρφωσιν.

Εἰς πίστωσιν, οἱ πληρεξούσιοι, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον, συντεταγμένον εἰς ἀγγλικὴν καὶ γαλλικήν, τῶν δύο κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν, κατὰ τὰς ἡμερομηνίας αἵτινες ἐμφαίνονται ἐναντι τῶν οἰκείων αὐτῶν ὑπογραφῶν.

ΟΔΗΓΙΑΙ

ΕΞΕΔΟΘΗ ΕΙΣ: Ὄνομα τοῦ κατόχου (φυσικοῦ προσώπου ἢ ὀργανώσεως) τῶν δικαιωμάτων ἀναπαραγωγῆς τοῦ ὑλικοῦ.

1. Φύσις τοῦ ὑλικοῦ: ταινία, ἀκίνητος ταινία, μικροταινία, ἀπεικόνισις ἐπὶ ὑάλου, ὑπόδειγμα, τοιχο-γραφίαι, χάρται, τοιχοκολλήσεις, ἠχογραφήσεις.

2. Τίτλοι: διὰ τὰς ταινίας: εἰς τὴν περίπτωσιν ταινιῶν ἄνευ τίτλου, ἀναγράψατε τὸν προσωρινὸν τίτλον μετὰ τῆς ἐνδείξεως (ΤΙΙ) εἰς τὴν περίπτωσιν ταινιῶν ὧν ἐτροποποιήθη ὁ τίτλος, ἀναγράψατε ἀμφοτέρους τοὺς τίτλους.

3. Γλῶσσα (αι): διὰ ταινίας: εἰς περίπτωσιν ὑποτιτλοφορημένων ταινιῶν, ἀναγράψατε τὴν γλῶσσαν τοῦ ἠχογραφημένου κειμένου καὶ τὴν τῶν ὑποτίτλων.

4. Διαστάσεις:

α) Ταινία: ἀριθμὸς τροχῶν, διάρκεια προβολῆς, μῆκος εἰς πόδας ἢ μέτρα, μέγεθος (8,9,5,16 ἢ 35 χιλιοστόμετρα).

β) Ταινίαι ἀκίνητοι: μῆκος εἰς πόδας ἢ μέτρα, εἰκόνες ἁπλαὶ ἢ διπλαί, ἀριθμὸς εἰκόνων.

γ) Μικροταινίαι: εἰκόνες ἁπλαὶ ἢ διπλαί, ἀριθμὸς ἀναπαρισταμένων σελίδων ἢ εἰκόνων.

δ) Ἀπεικονίσεις ἐπὶ ὑάλου: ἀριθμός, μέγεθος 50 X 50 χλμ. (2»X 2»), 83 X 83 χλμ. (3.1]4»X6.1]4»), ἢ 83 X 100 χλμ. (3.1]4»X 4»).

ε) Ὑποδείγματα: ἀριθμὸς καὶ διαστάσεις.

στ) Τοιχογραφίαι, χάρται καὶ τοιχοκολλήσεις. ἀριθμὸς καὶ διαστάσεις.

ζ) Ἠχογραφήσεις: διάμετρος ἢ μῆκος: ἀριθμὸς στροφῶν κατὰ λεπτὸν (διὰ δίσκους) ποδὸς ἢ μέτρα (διὰ ταινίας) διάρκεια (διὰ δίσκους ἢ ταινίας).

5. Ἐξωτερικὰ χαρακτηριστικά:

α) Ταινίαι θετικαὶ ἢ ἀρνητικαί, λευκαί, μαῦραι ἢ ἔγχρωμοι, βωβαὶ ἢ ἠχητικαί.

β) Ταινίαι ἀκίνητοι, θετικαὶ ἢ ἀρνητικαί, λευκαί, μαῦραι ἢ ἔγχρωμοι, βωβαὶ ἢ συνοδευόμεναι διὰ ἤχων.

γ) Ἀπεικονίσεις ἐπὶ ὑάλου θετικαὶ ἢ ἀρνητικαί, λευκαί, μαῦραι ἢ ἔγχρωμοι.

δ) Ὑποδείγματα ἁπλᾶ ἢ κινούμενα.

ε) Τοιχογραφίαι, χάρται, τοιχοκολλήσεις. λευκαί, μαῦραι ἢ ἔγχρωμοι, κατ' εὐθεῖαν χρήσεως ἢ πρωτότυπα πρὸς ἀναπαραγωγήν.

στ) Ἠχογραφήσεις. δίσκοι, ταινίαι ἢ ταινίαι ἠχογραφήσεως ἀπ' εὐθείας χρήσεως ἢ πρωτότυπα πρὸς ἀναπαραγωγήν.

Βλέπε ὁδηγίας εἰς ὀπισθίαν ὄψιν ΠΙΣΤΩΠ. Ἀρ. ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΣ ΠΡΟΕΛΕΥΣΕΩΣ

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ

ἐκδοθὲν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 4 τῆς Συμφωνίας περὶ διευκολύνσεως τῆς διεθνοῦς κυκλοφορίας ἀκουστικοῦ καὶ ὀπτικοῦ ὑλικοῦ, ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ καὶ μορφωτικοῦ χαρακτῆρος.

ΕΞΕΔΟΘΗ ΕΙΣ (ὄνομα)

ΠΛΗΡΗΣ ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ

1. Φύσις τοῦ ὑλικοῦ;
2. Τίτλος:
3. Γλῶσσα (αι):
4. Διαστάσεις:
5. Ἐξωτερικὰ χαρακτηριστικά:
6. Βάρος 7. Ἔτος παραγωγῆς:
8. Παραγωγὸς ἢ Ἐπωνυμία παραγωγῆς (ὄνομα καὶ διεύθυνσις).
9. Ἀντικείμενον ἢ περιεχόμενον:

Ἡ Κυβέρνησις τῆς .....πιστοποιεῖ τὸ ἀνωτέρω περιγραφόμενον ὑλικὸν παρουσιάζει ἐκπαιδευτικόν, ἐπιστημονικόν, ἢ μορφωτικὸν χαρακτῆρα ἐν τῇ ἐννοίᾳ τῆς ἄνω ἀναφερομένης Συμφωνίας

Ἐξεδόθη εἰς Ἐπίσημος σφραγὶς τῆς

Ἡμερομηνία: Κυβερνητικῆς Ἀρχῆς.

Ὑπάλληλος συντάξας τὸ πιστοποιητικόν.

(2)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 2428.

Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 12 Μαΐου 1951 συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 5 Μαΐου 1953, σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν ἡ ἀπὸ 12 Μαΐου 1951 μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας συμφωνία περὶ παροχῆς ὑπὸ τῆς Ὀργανώσεως ταύτης τεχνικῆς συμβουλευτικῆς συνδρομῆς κ.λ.π., ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει. Ἡ ἰσχὺς τῆς συμφωνίας ταύτης ἄρχεται ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς αὐτῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Μαΐου 1953

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΓΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΜΜ. ΤΣΟΥΔΕΡΟΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΤΣ. ΛΥΚΟΥΡΕΖΟΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΓΙΑΝΝΗΣ, Θ. ΚΑΨΑΛΗΣ, Χ. ΨΑΡΡΟΣ, Α. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Λ. ΛΑΜΠΡΙΑΝΙΔΗΣ, Ε. ΓΟΝΗΣ, Π. ΣΙΦΝΑΙΟΣ, Α. ΕΥΤΑΞΙΑΣ, Π. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Μαΐου 1953.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

ACCORD

ENTRE LE COUVERNEMENT DE GRECE ET L' OGRANISATION MONDIALE DE LA SANTE, POUR LA FOURNITURE D'UNE ASSISTANCE TECHNIQUE DE CARACTERE CONSULTATIF OU D'AUTRES SERVICES PAR LADITE ORGANISATION.

Le Gouvernement de Grèce, d'une part;

et

L'Organisation Mondiale de la Santé, d'autre part,

DESIREUX de fixer les modalités suivant lesquelles l'Organisation Mondiale de la Santé (ci–après dénommée »l'Organisation») fournira au Gouvernement de Grèce (ci–après dénommé »le Gouvernement») une assistance technique de caractère consultatif ou d'autres services demandés par ledit Gouvernement,

SONT CONVENUS de ce qui suit;

Article I.

A la demnde du Gouvernement et sous réserve des principes directeurs adoptés pat l'Assemblée Mondiale de la Santé et par le Conseil Exécutif, l'Organisation fournit au Gouvernement, selon les besoins et les ressources qu'elle aura déterminés et dans les limites des disponibilités budgétaires de ladite organisation, une assistance technique de caractère consultatif ou d'autres services.

Article II.

En demandant cette assistance technique de caractère consultatif ou d'autres services, le Gouvernement informe l'Organisation de la nature de et l'objet du programme envisagé et l'avise de toute autre assistance qu'il a reçue ou qu'-il reçoit en ce même domaine.

Article III.

Les arrangements détaillés portant sur l'organisation technique et administrative, ainsi que sur l'exécution des programmes envisagés feront l'objet d'un accord subsidiaire dans lequel sera arrêté un plan d' opérations, accord qui sera conclu entre le Gouvernement, représenté par son administration nationale chargée des questions de santé publique, et l'Organisation.

Article IV.

Lors de l'élaboration et de l'exécution des programmes; le Gouvernement et l'Organisation pourvoient à la fourniture du personnel, du matériel, de l'équipement, des approvisionnements et des services mentionnés dans l'Annexe au présent Accord et en assument les frais, compte tenu des besoins déterminés dans chaque cas, conformément aux dispositions de l'article III.

Article V.

Le Gouvernement et l'Organisation peuvent établir tel système de coordination pouvant paraître nécessaire pour faciliter l'exécution des programmes et ils fixent la procédure administrative qu'il convient de suivre pour l'utilisation des fonds, du matériel et des approvisionnements.

Article VI.

Le Gouvernement prête, de façon continue, son assistance à l'administration des programmes entrepris en vertu du présent Accord et prend progressivement en charge les responsabilités financières.

Article VII.

Le Gouvernement public des informations et fournit toute documentation susceptible d'être publiée sur les résultats obtenus dans l'exécution des programes et sur les conclusions pratiques qui s'en dégagent.

Article VIII.

Les dispositions de l'artic e IV du présent Accord et celles de l'Annexe audit Accord peuvent être modifiées dans le cas où une assistrance supplémentaire serait fournie par les tiers au sujet d'un programme quelconque.

Article IX.

a) Aux fins du présent Accord, le Gouvernement accorde à l'Organisation, dans l'accompilissement des tâches qu'elle a assumées en vertu dudit Accord, ainsi qu'au personnel et auxe xperts–conseils qu'elle a affectés à l'exécution de tout programme visé par ledit Accord, les privilèges et immunités spécifiés dans la Convention générale sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées et dans son Annexe VII telles qu'elles ont été approuvées par l'Assemblée Mondiale de la Santé, ainsi que tous autres privilèges et immunités qui peuvent être stipulés dans un instrument distinct établi entre les parties au présent Accord.

b) Les dispositions de la susdite Convention ne s'appliquent pas aux membres du personnel fournis par le Gouvernement et qui ne sont pas membres du personnel, experts–conseils ou employés de l'Organisation.

Article X.

Le Gouvernement prend les dispositions qui pourront être nécessaires afin que tous produits, approvisionnements ou équipements fournis, utilisés ou employés par l'Organisation soient exonérés de tous *impôts, redevances, droits de péage, taxes ou autres* charges perçus en Grèce.

Article XI.

Le Gouvernement prend les dispositions aptes à protéger l'Organisation contre toutes réclamations résultant de la perte, du dommage, d'un accident ou d'un préjudice quelconque causé à des personnes ou à des biens et provoqué directement ou indirectement par l'exécution de tous programmes entreprss en vertu du présent Accord.

Article XII.

a) Tout différend entre le Gouvernement et l' Organisation résultant de l'interprétation ou de l' application du présent Accord, ou de son Annexe, ou de tout accord ou arrangement subsidiaire s'y rapportant, et qui ne serait pas réglé par voie de négociations, sera soumis à un collège de trois arbitres ; l'un des arbitres sera nommé par le Gouvernement, le second, par le Directeur général de l'Organisation, et le troisième, qui assumera la présidence, par le Président de la Cour Internationale de Justice, à moins que les parties au présent Accord ne conviennent, dans un cas particulier, de recourir à un mode de règlement différent.

b) Le collège d'arbitres peut être saisi d'une demande introduite par l'une ou par l'autre partie.

c) Les parties au présent Accord s'engagent à accepter comme définitive la decision du collège.

Article XIII.

a) Le présent Accord et son Annexe peuvent être revisés à la demande de l'une ou l'autre des deux parties. Dans ce cas, les deux parties se consulteront au sujet des modifications à apporter aux dispositions de l'Accord et de son Annexe, et lesdites modifications prendront elfet dès que les parties les auront acceptées.

b) Le présent Accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties le 31 décembre d'une année quelconque, moyennant préavis donné à l'autre partie, au plus tard de 30 juin de la même année ; ledit préavis sera considéré comme portant également dénonciation de tout accord (tous accords) subsidiaire (s) conclu(s) en vertu de l'article III du présent Accord.

Article XIV.

Au cas où il surviendrait en Grèce des événements rendant impossible l'exécution, par l'Organisation, des tâches par elle entreprises, en application du présent Accord ou de tout accord (tous accords) subsidiaires(s) conclu(s) en vertu de l'article III du présent Accord, l'Organisation a le droit de dénoncer le présent Accord ou ledit (lesdits) accord(s) subsidiaire(s) par notification adressée au Gouvernement et ce, nonobstant les dispositions de l'article XIV, paragraphe b); elle peut inviter le Gouvernement à fournir toute l'aide nécessaire pour faciliter le rapatriement de tout le personnel et le retour de tous approvisionnements, produits ou équipements récupérables.

Article XV.

Le présent accord entrera en vigueur dès sa ratification par la Grèce conformément à ses régles constitutionnelles.

EN FOI DE QUOI, le présent Accord a été établi et signé à Genéve le 12 Mai 1951, en six exemplaires, dont trois en français et trois en anglais, seul le texte français faisant foi.

Pour le Gouvernement de la Grèce:
PH. ZAIMIS
Ministre de la Prévoyance

Pour l'Organisation Mondiale de la Santé:
NORMAN D. BEGG
Chef du Bureau spéciale pour l'Europe.

ANNEXE A L'ACCORD

Conclu entre le Gouvernement d Grèce et l'Organisation Mondiale de la Santé

1. Lors de l'élaboration et de l'exécution des programmes, l'Organisation fournit et prend à sa charge:

1. 1 Sous réserve des dispositions du paragraphe 2.6 ci-après le personnel, y compris les experts-conseils de l'Organisation nécessaires pour assurer les services prévus en Grèce, et les frais de voyage desdites personnes à destination de la Grèce, et lors de leur retour;

1. 2 Sous réserve des dispositions qui seront déterminées, concernant le remboursement, dans le paragraphe 3 ci-après, la totalité ou une partie des produits, des approvisionnements et des équipements nécessaires pour l'exécution des programmes et non disponibles en Grèce, ainsi que les frais de transport desdits produits, approvisionnements et équipements à destination de la Grèce, et lors de leur retour.

2. Pour l'élaboration et l'exécution des programmes, le Gouvernement fournit, sur ses propres ressources, et prend à sa charge le personnel et les services pour lesquels des dépenses correspondantes peuvent être réglées dans sa monnaie nationale, et notamment:

2. 1 Le personnel technique appelé à travailler avec le personnel de l'Organisation et qui peut être ultérieurement chargé de poursuivre l'exécution des programmes entrepris en vertu du présent Accord, ainsi que tout autre personnel technique, administratif auxiliaire;

2. 2 Les produits, les équipements et les approvisionnements disponsibles sur place qui pourront être nécessaires pour l'exécution des programmes;

2. 3 Les locaux, le matériel et les fournitures de bureaux, les dépôts, les magasins, les garages et les installations de laboratoire, ainsi que les prestations de caractère public, notamment celles relatives à l'électricité, le chauffage, la force motrice, le téléphone et l'eau;

2.4 Le entretien et la réparation de l'équipement technique et des véhicules utilisés dans l'exécution des pregrammes, y compris les pièces de rechange si elles peuvent être obtenues dans le pays, le carburant, l'huile et les lubrifiants pour les véhicules à moteur et les appareils qui les équipent.

2.5 La fourniture de véhicules mus mécaniquement et le transport assuré par des animaux, ainsi que les frais de voyage du personnel sur le territoire de la Grèce.

»2.6 Des legement convenables devront être assurés au personnel de l'Organisation ainsi qu'aux personnes à leur charge qui les accompagnent à leur lieu d'affectation en Grèce».

2.7 Les dépenses afférentes à l'exécution et à l'administration entrainées par la réception, le déchargement, l'emmagasinage le transport, l'exploitation ou l'utilisation en Grèce de tous produits, approvisionnements et équipements fournis en raison d'un programme quelconque.

3. Conformément à la résolution adoptée par la Deuxième Assemblée Mondiale de la Santé et compte tenu de tous autres réglements et régles qui pourront être établis de temps à autres par l'Assemblée de la Santé, le Gouvernement et l'Organisation prennent tous arrangements acceptables pour chacun d'eux concernant les modalités selon lesquelles seront remboursés le montant de la dépréciation subie par le matériel non consommable et le coût du matériel et des approvisionnements consommables, fournis par l'Organisation et laissés en Grèce, lors de l'achévement des travaux afférents à un programme.

(Signé) H. Zaimis
(Signé) Norman D. Begg

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Π.Ο.Υ. διὰ τὴν παροχὴν Τεχνικῆς συμβουλευτικῆς συνδρομῆς ἢ ἑτέρων ὑπηρεσιῶν παρὰ τῆς Ὀργανώσεως ταύτης.

Ἡ Ἑλλην. Κυβέρνησις ἐφ' ἑνὸς καὶ

Ἡ Παγκ. Ὀργάνωσις Ὑγείας ἀφ' ἑτέρου :

Ἐπιθυμοῦσαι ὅπως καθορίσουν τοὺς ὅρους οἵτινες θὰ διέπουν τὴν παροχὴν παρὰ τῆς Π.Ο.Υ. (ἐφεξῆς καλουμένης «ἡ Ὀργάνωσις») τεχνικῆς συμβουλευτικῆς φύσεως συνδρομῆς ἢ ἑτέρων ὑπηρεσιῶν αἰτουμένων ὑπὸ τῆς Ἑλλην. Κυβερνήσεως ἐφεξῆς καλουμένης «ἡ Κυβέρνησις» συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

Κατόπιν αἰτήσεως τῆς Κυβερνήσεως καὶ συμφώνως πρὸς τὰς κατευθυντηρίους ἀρχὰς τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας καὶ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου, ἡ Ὀργάνωσις θὰ παρέχῃ εἰς τὴν Κυβέρνησιν τεχνικὴν συμβουλευτικῆς φύσεως συνδρομὴν ἢ ἑτέρας ὑπηρεσίας, ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν καὶ τῶν πόρων τοὺς ὁποίους αὕτη θέλει καθορίσῃ καὶ ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς οἰκονομικῆς αὐτῆς δυνατότητος.

Ἄρθρον 2.

Ἡ Κυβέρνησις, ὁσάκις ζητεῖ τοιαύτην τεχνικὴν συμβουλευτικῆς φύσεως συνδρομὴν ἢ ἑτέρας ὑπηρεσίας, θὰ γνωστοποιῇ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν τὴν φύσιν καὶ τὸ ἀντικείμενον τοῦ προγράμματος περὶ οὗ ἡ αἴτησις ὡς καὶ πᾶσαν ἄλλην συνδρομήν, τὴν ὁποίαν ἔλαβεν ἢ λαμβάνει εἰς τὸν τομέα τοῦτον.

Ἄρθρον 3.

Λεπτομέρειαι ἀφορῶσαι τὴν τεχνικὴν καὶ διοικητικὴν ὀργάνωσιν ὡς καὶ τὴν ἐκτέλεσιν τοιούτων προγραμμάτων θέλουσι περιληφθῆ εἰς ἰδιαιτέραν συμφωνίαν, ἐν τῇ ὁποίᾳ θὰ καθορίζεται τὸ σχέδιον ἐκτελέσεως, συναφθησομένων μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως, ἀντιπροσωπευομένης ὑπὸ τῆς Κρατικῆς Ὑπηρεσίας τῆς ἐπιφορτισμένης μὲ τὰ ζητήματα τῆς δημοσίας ὑγείας καὶ τῆς Ὀργανώσεως.

Ἄρθρον 4.

Κατὰ τὴν σύνταξιν καὶ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν προγραμμάτων, ἡ Κυβέρνησις καὶ ἡ Ὀργάνωσις θὰ μεριμνήσουν διὰ τὴν παροχὴν τοῦ προσωπικοῦ, τοῦ ὑλικοῦ, τῶν ἐφοδίων καὶ τῶν ὑπηρεσιῶν τῶν ἀναγραφομένων ἐν τῷ παραρτήματι τῆς παρούσης συμφωνίας καὶ θὰ ἀναλάβουν τὰς σχετικὰς δαπάνας λαμβανομένων ὑπ' ὄψει τῶν ἀναγκῶν τῶν ἐν ἑκάστῃ περιπτώσει καθωρισμένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3.

Ἄρθρον 5.

Ἡ Κυβέρνησις καὶ ἡ Ὀργάνωσις δύνανται νὰ συστήσουν συντονιστικὸν μηχανισμόν, ὅστις ἐνδεχομένως θὰ ἀπετεῖτο διὰ τὴν διευκόλυνσιν τῆς ἐκτελέσεως τῶν προγραμμάτων καὶ νὰ καθορίσουν τὴν κατάλληλον διοικητικὴν διαδικασίαν εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν διαχείρισιν τῶν χρημάτων, τοῦ ὑλικοῦ καὶ τῶν ἐφοδίων.

Ἄρθρον 6.

Ἡ Κυβέρνησις θὰ παρέχῃ κατὰ τρόπον συνεχῆ τὴν συνδρομὴν της εἰς τὴν διαχείρισιν τῶν προγραμμάτων τῶν ἀναλαμβανομένων βάσει τῆς παρούσης συμφωνίας, συμπεριλαμβανομένης τῆς προϊούσης ἀναλήψεως τῶν Οἰκονομικῶν εὐθυνῶν.

Ἄρθρον 7.

Ἡ Κυβέρνησις θὰ δημοσιεύῃ πληροφορίας καὶ θὰ παρέχῃ τὸ κατάλληλον πρὸς δημοσίευσιν ὑλικόν, ἐν σχέσει πρὸς τὰ ἀποτελέσματα τῶν ὑπὸ ἐκτέλεσιν προγραμμάτων καὶ τὰ ἐκ τούτων πορίσματα.

Ἄρθρον 8.

Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 4 τῆς παρούσης συμφωνίας, ὡς καὶ τοῦ Παραρτήματος δύνανται νὰ τροποποιηθῶσιν εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν συμπληρωματικὴ βοήθεια ἤθελε παρασχεθῇ παρὰ τρίτων εἴς τι πρόγραμμα.

Ἄρθρον 9.

α) Ἐπὶ τῷ τέλει τῆς συμφωνίας ταύτης, ἡ Κυβέρνησις παρέχει εἰς τὴν Ὀργάνωσιν ἐν τῇ ἐκτελέσει τοῦ ἔργου τοῦ ἀναληφθέντος βάσει τῆς συμφωνίας ταύτης, καὶ ε'ς τὸ προσωπικὸν καὶ τοὺς ἐμπειρογνώμονας αὐτῆς τοὺς ἀσχολουμένους εἰς τὰ κατ' ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας ταύτης προγράμματα, τὰ προνόμια καὶ ἀσυλίας τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν Γενικὴν Σύμβασιν περὶ τῶν προνομίων καὶ τῶν ἀσυλιῶν τῶν εἰδικευμένων Ὀργανώσεων καὶ εἰς τὸ 7ον παράρτημα ταύτης ὡς ἐνεκρίθησαν ταῦτα παρὰ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας, ὡς καὶ πάντα ἕτερα προνόμια καὶ ἀσυλίας ἅτινα θέλουσι περιληφθῆ εἰς ἰδιαίτερον ἔγγραφον καταρτισθησόμενον μεταξὺ τῶν μερῶν τῆς παρούσης συμφωνίας.

β) Αἱ διατάξεις τῆς ὡς ἄνω συμβάσεως δὲν ἔχουσιν ἐφαρμογὴν ἐπὶ τοῦ προσωπικοῦ τοῦ διατιθεμένου ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως καὶ τὸ ὁποῖον δὲν ἀνήκει εἰς τὸ προσωπικόν, τοῦ ἐμπειρογνώμονος ἢ ὑπαλλήλους τῆς ὀργανώσεως.

Ἄρθρον 10.

Ἡ Κυβέρνησις θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, ἵνα ἐξασφαλίσῃ ὅπως τὰ ὑλικά, ἐφόδια ἢ ὁ ἐξοπλισμὸς τὰ ὁποῖα ἤθελον χορηγηθῆ ὑπὸ τῆς Ὀργανώσεως καὶ χρησιμοποιηθῆ ὑπὸ ταύτης ἀπαλλαγῶσιν παντὸς φόρου δασμοῦ, φόρου διοδίων, τέλους ἢ οἱασδήποτε ἑτέρας ἐπιβαρύνσεως καταβαλλομένης ἐν Ἑλλάδι.

Ἄρθρον 11.

Ἡ Κυβέρνησις θὰ λάβῃ τὰ κατάλληλα μέτρα ἵνα προστατεύσῃ τὴν Ὀργάνωσιν κατὰ πάσης ἀπαιτήσεως προερχομένης ἐξ ἀπωλείας, ζημίας, ἀτυχήματος ἢ προσγενομένης εἰς πρόσωπα ἢ εἰς πράγματα ,ἥτις ἤθελε προέλθη ἐν τῇ ἐκτελέσει προγράμματος ἀναληφθέντος εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 12.

α) Οἱαδήποτε διαφορὰ μεταξὺ τῆς Κυβρνήσεως καὶ τῆς Ὀργανώσεως προκύπτουσα ἐκ τῆς ἑρμηνείας ἢ ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμφωνίας ἢ τοῦ παραρτήματος ταύτης ἢ οἱασδήποτε ἑτέρας συμφωνίας σχετικῶς πρὸς ταύτην, ἥτις δὲν ἤθελεν διακανονισθῆ διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν διαπραγματεύσεων θὰ ὑποβάλλεται εἰς σύλλογον ἐκ 3 διαιτητῶν, ἐξ ὧν ὁ πρῶτος θὰ ὁρίζεται παρὰ τῆς Κυβερνήσεως, ὁ δὲ δεύτερος παρὰ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὀργανώσεως καὶ ὁ τρίτος, ὁ προεδρεύων διαιτητής, παρὰ τοῦ Προέδρου τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου, ἐκτὸς ἐὰν τὰ συμβαλλόμενα μέρη εἰς τὴν παροῦσαν συμφωνίαν ἤθελον συμφωνήσῃ προκειμένου περὶ ἰδιαιτέρου τινὸς θέματος νὰ καταφύγουν εἰς ἕτερον τρόπον διακανονισμοῦ.

β) Ὁ σύλλογος τῶν διαιτητῶν ἐπιλαμβάνεται τοῦ ἔργου αὐτοῦ, κατόπιν αἰτήσεως ὑποβαλλομένης παρ' ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

γ) Τὰ συμβαλλόμενα ὧδε μέρη συμφωνοῦν ὅπως ἀποδεδεχθῶσιν ὡς ὁριστικὴν τὴν ἀπόφασιν τοῦ συλλόγου τῶν διαιτητῶν.

Ἄρθρον 13.

α) Ἑκάτερον τῶν συμβαλλομένων δύναται νὰ ζητήσῃ τὴν ἀναθεώρησιν τῆς συμφωνίας ταύτης καὶ τοῦ Παραρτήματος ταύτης. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη θὰ συμφωνήσουν ὡς πρὸς τὰς ἐπενεχθησομένας τροποποιήσεις, αἵτινες θὰ τεθῶσιν ἐν ἰσχύϊ εὐθὺς ὡς τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἤθελον ἀποδεχθῆ ταύτας.

β) Ἡ παροῦσα Συμφωνία δύναται νὰ καταγγελθῇ παρ' ἑκατέρου τῶν μερῶν τὴν 31ην Δεκεμβρίου οἱουδήποτε ἔτους, κατόπιν εἰδοποιήσεως γενομένης πρὸς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον μέρος οὐχὶ ἀργότερον τῆς 30ης Ἰουνίου τοῦ αὐτοῦ ἔτους. Ἡ εἰδοποίησις αὕτη ὡσαύτως θὰ ἀφορᾷ οἱανδήποτε ἐπιβοηθητικὴν συμφωνίαν ἢ συμφωνίας γενομένας βάσει τοῦ ἄρθρου III τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 14.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν θὰ συνέβαινον ἐν Ἑλλάδι γεγονότα τοιαῦτα ὥστε νὰ ἀποβαίνῃ ἀδύνατος ἡ ἐκτέλεσις τοῦ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης συμφωνίας ἢ οἱασδήποτε ἐπιβοηθητικῆς συμφωνίας, ἢ συμφωνιῶν συναφθεισῶν βάσει τοῦ ἄρθρου 3 τῆς παρούσης συμφωνίας ἀναληφθέντος ἔργου, ἡ Ὀργάνωσις δικαιοῦται νὰ καταγγείλῃ τὴν συμφωνίαν ταύτην ἢ οἱανδήποτε ἐπιβοηθητικὴν συμφωνίαν διὰ γνωστοποιήσεως διαβιβαζομένης εἰς τὴν Κυβέρνησιν κατὰ παρέκκλισιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 14 παρ. β καὶ δύναται νὰ καλέσῃ τὴν Κυβέρνησιν νὰ παράσχῃ πᾶσαν βοήθειαν διὰ τὴν διευκόλυνσιν τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ τοῦ προσωπικοῦ καὶ τὴν ἐπιστροφὴν τῶν ἐφοδίων, ὑλικῶν ἢ ἐξοπλισμοῦ, τὰ ὁποῖα εἶναι δυνατὸν νὰ ἐπιστραφῶσιν.

Ἄρθρον 15.

Ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ ἰσχύσῃ ἅμα τῇ κυρώσει ταύτης ὑπὸ τῆς Ἑλλάδος, συμφώνως πρὸς τοὺς συνταγματικοὺς αὐτῆς κανόνας.

Εἰς πίστιν τῶν ἀνωτέρω συνετάχθη καὶ ὑπεγράφη ἡ παροῦσα συμφωνία ἐν Γενεύῃ τὴν 12 Μαΐου 1951 εἰς ἓξ ἀντίτυπα, ἐξ ὧν τρία εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τρία εἰς τὴν ἀγγλικήν, τοῦ γαλλικοῦ κειμένου ἀποτελοῦντος τὸ ἐπίσημον κείμενον.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλλάδος
Φ. ΖΑΪΜΗΣ
Ὑπουργὸς Προνοίας

Διὰ τὴν Παγκόσμιον Ὀργάνωσιν Ὑγείας
N. D. BEGG
Προϊστάμενος τοῦ Εἰδικοῦ Γραφείου διὰ τὴν Εὐρώπην

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

τῆς μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας συναφθείσης συμφωνίας.

1) Κατὰ τὴν ἐκπόνησιν καὶ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν προγραμμάτων, ἡ Ὀργάνωσις θὰ παρέχῃ καὶ θὰ ἀναλάβῃ :

1. 1 Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2. 6 τὸ προσωπικὸν συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐμπειρογνωμόνων τῆς Ὀργανώσεως, τῶν ἀναγκαίων διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῶν προβλεπομένων ἐν Ἑλλάδι, ὑπηρεσιῶν ὡς καὶ τὰ ἔξοδα ταξιδίου τοῦ ὡς ἄνω προσωπικοῦ κατὰ τὴν κάθοδον εἰς Ἑλλάδα καὶ τὴν ἀναχώρησίν των ἐκ ταύτης.

1. 2 Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων ὡς αὗται θὰ καθορισθῶσι βάσει τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὁλόκληρον ἢ μέρος τοῦ ὑλικοῦ ἐφοδίων καὶ ἐξοπλισμοῦ, ὅστις ἀναγκαιοῖ διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν προγραμμάτων καὶ δὲν δύναται νὰ ἐξευρεθῇ ἐν Ἑλλάδι, ὡς καὶ τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς τῶν ὑλικῶν ἐφοδίων καὶ ἐξοπλισμοῦ τῶν ἀποστελλομένων εἰς Ἑλλάδα καὶ ἐπιστρεφομένων ἐκ ταύτης.

2) Διά τὴν ἐκπόνησιν καὶ ἐκτέλεσιν τῶν προγραμμάτων ἡ Κυβέρνησις θὰ προμηθεύσῃ δι' ἰδίων της μέσων, τὸ προσωπικὸν καὶ τὰς ὑπηρεσίας ὧν αἱ δαπάναι δύνανται νὰ καλυφθῶσι διὰ τοῦ ἐγχωρίου νομίσματος, κυρίως :

2. 1. Τὸ Τεχνικὸν προσωπικὸν τὸ ὁποῖον θὰ ἐργάζεται μετὰ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ὀργανώσεως καὶ τὸ ὁποῖον ἐνδέχεται ἀργότερον νὰ ἐπιφορτισθῇ μὲ τὴν συνέχισιν τῶν ἀναληφθέντων βάσει τῆς παρούσης συμφωνίας προγραμμάτων ὡς καὶ τὸ λοιπὸν τεχνικόν, διοικητικὸν καὶ βοηθητικὸν προσωπικόν.

2. 2. Τὰ ὑλικά, ἐφόδια καὶ ἐξοπλισμὸν ἅτινα εὑρίσκονται ἐπὶ τόπου καὶ τὰ ὁποῖα ἤθελον εἶναι ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν προγραμμάτων.

2. 3. Γραφεῖα. ἐπίπλωσιν γραφείου καὶ γραφικὴν ὕλην, ἀποθήκας, χώρους ἐναποθηκεύσεως, ἐγκαταστάσεις ἐργαστηρίων καὶ χορηγήσεις δημοσίας ὠφελείας, συμπεριλαμβανομένου τοῦ φωτισμοῦ, θερμάνσεως, κινητηρίου ἐνεργείας, τηλεφώνου καὶ ὕδατος.

2. 4. Συντήρησιν καὶ ἐπισκευὴν τοῦ τεχνικοῦ ἐξοπλισμοῦ καὶ τῶν ὀχημάτων τῶν χρησιμοποιουμένων διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν προγραμμάτων, συμπεριλαμβανομένων τῶν ἀνταλλακτικῶν, ἐφ' ὅσον ταῦτα ὑπάρχουσι ἐπιτοπίως, καύσιμα, πετρέλαιον, λιπαντικά, ἔλαια διὰ τὰ ὀχήματα καὶ τὰ μηχανήματα αὐτῶν.

2. 5. Προμήθειαν μηχανικῶς κινουμένων ὀχημάτων καὶ μεταφορὰν διὰ ζώων καὶ τὰ ὁδοιπορικὰ τοῦ προσωπικοῦ ἐντὸς τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους.

2. 6. Κατοικία κατάλληλος θὰ ἐξασφαλισθῇ εἰς τὸ προσωπικὸν τῆς Ὀργανώσεως ὡς καὶ εἰς τὰ πρόσωτα τὰ συντηρούμενα ὑπ' αὐτῶν καὶ ἅτινα εὑρίσκονται ἐν Ἑλλάδι.

2. 7. Δαπάνας ἐκτελέσεως καὶ διοικητικάς, ἀφορώσαν τὴν παραλαβήν, ἐκφόρτωσιν, ἐναποθήκευσιν, μεταφορὰς καὶ χρησιμοποίησιν ἐντὸς τῆς Ἑλλάδος οἱωνδήποτε ὑλικῶν, ἐφοδίων καὶ ἐξοπλισμοῦ χορηγουμένων εἰς ἐκτέλεσιν προγράμματός τινος.

3) Συμφώνως πρὸς τὴν ἀπόφασιν τῆς 2ας Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας καὶ λαμβανομένων ὑπ' ὄψει τῶν κανονισμῶν ἢ κανόνων οἵτινες ἤθελον καθορισθῇ ὑπό τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας, ἡ Κυβέρνησις καὶ ἡ Ὀργάνωσις θὰ προβῶσιν εἰς συμφωνίας ὅσον ἀφορᾷ τοὺς ὅρους πληρωμῆς τῆς ἀξίας τῶν ἀναλωσίμων ὑλικῶν καὶ ἐφοδίων τῶν χορηγηθέντων παρὰ τῆς Ὀργανώσεως καὶ παραμενόντων ἐν Ἑλλάδι μετὰ τὸ πέρας τῶν ἐργασιῶν προγράμματός τινος.

Ὑπογραφὴ Φ. ΖΑΪΜΗΣ
Ὑπογραφὴ N. D. BEGG

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(3)

Περὶ ὁριστικῆς παραχωρήσεως μεταλλείου βωξίτου ἐν τῷ Νομῷ Βοιωτίας εἰς τὸν Γεώργιον Μπάρλον.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν: 1) τὰ ἄρθρα 4, 15, 16. 17, 19, 20, 21 κλπ. τοῦ Μεταλλευτικοῦ Κώδικος (Π.Δ. τῆς 28ης Ὀκτωβρίου 1929 «περὶ κωδικοποιήσεως εἰς ἐνιαῖον κείμενον τοῦ νόμου ΓΦΚΔ' περὶ μεταλλείων κλπ.», ὡς ταῦτα ἀντικατεστάθησαν, ἐτροποποιήθησαν καὶ συνεπληρώθησαν ὑπὸ τοῦ Α. Ν. τῆς 17)31 Ὀκτωβρίου 1935 κλπ., καὶ

2) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 15205)19.9.52 προκήρυξιν τοῦ Νομάρχου Βοιωτίας, νομίμως δημοσιευθεῖσαν καὶ τοιχοκολληθεῖσαν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Βιομηχανίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Παραχωροῦμεν εἰς τὸν Γεώργιον Λ. Μπάρλον, ἔμπορον, κάτοικον Ἀθηνῶν, δικαίωμα μεταλλειοκτησίας, ἤτοι ἀναζητήσεως, ἐξορύξεως καὶ ἐκμεταλλεύσεως βωξίτου καὶ λοιπῶν μεταλλευτικῶν ὀρυκτῶν, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 31 τοῦ Μεταλλευτικοῦ Κώδικος, ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως, πλὴν τῶν ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου ἐξηρημένων τοιούτων ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀπὸ 13 Δεκεμβρίου 1922 ἀρχικῆς αἰτήσεως τοῦ Γεωργίου Λ. Μπάρλου, ἐφ' ἧς ἐξεδόθη ὑπὸ τοῦ Νομάρχου Ἀττικοβοιωτίας ἡ ὑπ' ἀριθ. 5101)22.3.1929 ἄδειά μεταλλευτικῶν ἐρευνῶν, νομίμως δημοσιευθεῖσα εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 46 (τ. Β') τῆς 26.4.1929 Φ.Ε.Κ. καὶ παραταθεῖσα ἐπὶ ἓν ἔτος διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 368)1932 ἀποφάσεως τοῦ αὐτοῦ Νομάρχου ἐπὶ χώρου κειμένου εἰς τὴν περιφέρειαν τῆς Κοινότητος Ἐπάνω Σούρπης τῆς Ἐπαρχίας Λεβαδείας τοῦ Νομοῦ Βοιωτίας, ἐκτάσεως στρεμμάτων 7.290 καὶ ἔχοντος γύρωθεν τὰ ἑξῆς ὅρια : Ἀπὸ κορυφῆς Πρφ. Ἠλίας (Χ = — 17055,4 ψ = + 18720,1) κατ' εὐθεῖαν εἰς Βρύσες (Χ = — 14081,0 ψ = + 14169,3) ἐκεῖθεν κατ' εὐθεῖαν εἰς Ἐπάνω Σούρπην (Χ = — 12660.1 ψ = + 17041,3) ἐκεῖθεν εἰς ἐρείπια Παλαιοχωρίου (Χ = — 13345,7 ψ = + 17500,3) κατ' εὐθεῖαν εἰς ἀρχικὸν σημεῖον Κορυφὴ Προφ. Ἠλία (Χ = — 17055,4 ψ = + 18720,1), ὡς ταῦτα καθορίζονται διὰ τοῦ εἰς τετραπλοῦν ὑποβληθέντος ἡμῖν σχεδιαγράμματος, θεωρηθέντος ὑπὸ τοῦ Ἐπιθεωρητοῦ Μεταλλείων Α' Περιφερείας.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Βιομηχανίας Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Ἀπριλίου 1953

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΡΙΣΤ. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ

(4)

Περὶ καταργήσεως τῶν Δασαρχείων Ἀναδασώσεων, Πεντελικοῦ, Πάρνηθος, Πειραιῶς καὶ Ἐλευσῖνος καὶ ἱδρύσεως Δασαρχείου Ἀττικῆς.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 6 τοῦ Νόμου 4173 «περὶ Δασικοῦ Κώδικος» ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 1644)42 Ν. Δ. «περὶ τροποποιήσεως τῶν περὶ Δασῶν Νόμων», τὴν ὑπ' ἀριθ. 153)1953 γνωμοδότησιν τοῦ Α.Σ.Δ.Υ. ὡς καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 55)1953 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν.

Ἄρθρον 1.

Καταργοῦνται τά, διὰ τῶν ἀπὸ 6 Σεπτεμβρίου 1931 καὶ 25 Νοεμβρίου 1943 Διαταγμάτων, ὡς ἐτροποποιήθηαν μετα-

γενεστέως. ἱδρυθέντα Δασαρχεῖα Ἀναδασώσεων, Πεντελικοῦ, Πάρνηθος καὶ Πειραιῶς καὶ ἀντ' αὐτῶν συνιστᾶται Δασαρχεῖον Ἀττικῆς μὲ ἕδραν τὰς Ἀθήνας καὶ περιφέρειαν τὴν τῶν καταργουμένων Δασαρχείων.

Ἄρθρον 2.

1. Ἡ ὀργανικὴ δύναμις τοῦ διὰ τοῦ παρόντος συνιστωμένου Δασαρχείου καθορίζεται ὡς ἀκολούθως:

2. Εἷς Δασάρχης Α΄ τάξεως, εἷς Δόκιμος Δασάρχης, ἐννέα Δασονόμοι καὶ δέκα ἐννέα Δασοκόμοι ἢ Δασοφύλακες.

Ἄρθρον 3.

1. Ἡ δύναμις τοῦ προσωπικοῦ τῶν διὰ τοῦ παρόντος καταργουμένων Δασαρχείων, ὡς αὕτη προβλέπεται εις τὰ, α) ἀπὸ 6 Σεπτεμβρίου 1931, β) ἀπὸ 25 Νοεμβρίου 1943 καὶ γ) ἀπὸ 31 Ὀκτωβρίου 1943 Διατάγματα, κατανέμεται ὡς ἀκολούθως.

2. Εις τὴν δύναμιν τοῦ διὰ τοῦ παρόντος συνιστωμένου Δασαρχείου Ἀττικῆς.

α) Εἷς Δασάρχης Α΄ τάξεως, Προιστάμενος τοῦ Δασαρχείου.

β) Εἷς Δόκιμος Δασάρχης.

γ) Ἐννέα Δασονόμοι, ἐξ ὧν δύο τῆς Ἐσωτερικῆς Ὑπηρεσίας καὶ ἑπτὰ τῆς Ἐξωτερικῆς καὶ..

δ) Δέκα ἐννέα Δασοκόμοι — Δασοφύλακες, ἐξ ὧν δύο Δασοκόμοι τῆς Ἐσωτερικῆς Ὑπηρεσίας καὶ δέκα ἑπτὰ Δασοκόμοι — Δασοφύλακες τῆς Ἐξωτερικῆς.

3. Τὸ διὰ τῆς καταργήσεως τῶν ἀνωτέρω Δασαρχείων πλεονάζον προσωπικὸν τοποθετεῖται εἰς ἑτέρας Δασικὰς Ἀρχὰς καὶ πρὸς πλήρωσιν ὑπαρχουσῶν κενῶν θέσεων.

Ἄρθρον 4.

Καταργεῖται τὸ διὰ τοῦ ἀπὸ 25 Νοεμβρίου 1943 Διατάγματος ἱδρυθὲν Δασαρχεῖον Ἐλευσῖνος, ἡ δὲ περιφέρεια τούτου, ὡς αὕτη καθορίζεται ἐν τῷ ἄνω Διατάγματι, ὑπάγεται ἐφεξῆς εἰς τὸ Δασαρχεῖον Μεγάρων.

Ἡ δύναμις τοῦ προσωπικοῦ τοῦ διὰ τοῦ παρόντος καταργουμένου Δασαρχείου ὡς αὕτη προβλέπεται εἰς τὸ ἀπὸ 25 Νοεμβρίου 1943 Διάταγμα, κατανέμεται ὡς ἀκολούθως.

Εἰς τὴν δύναμιν τοῦ προσωπικοῦ τοῦ Δασαρχείου Μεγάρων εἷς Δασονόμος καὶ εἷς Δασοκόμος ἢ Δασοφύλαξ τῆς Ἐξωτερικῆς Ὑπηρεσίας, αὐξανομένων ἀντιστοίχως τῶν ὀργανικῶν θέσεων τοῦ προσωπικοῦ τοῦ Δασαρχείου τούτου.

Τὸ διὰ τῆς καταργήσεως τοῦ Δασαρχείου Ἐλευσῖνος πλεονάζον προσωπικόν, τοποθετεῖται εἰς ἄλλας Δασικὰς Ἀρχὰς πρὸς πλήρωσιν ὑφισταμένων κενῶν ὀργανικῶν θέσεων.

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Μαρτίου 1953.

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΝΔΡ. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ

(5)

Περὶ καθορισμοῦ τύπου ὁριστικῶν τίτλων κυριότητος (ὁριστικῶν παραχωρητηρίων) τῶν κλήρων τῶν ἀγροτικῶς ἀποκατασταθέντων.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν : 1) τὰ ἄρθρα 119 παράγρ. 6, 193 παρ. 1 καὶ 199 παράγρ. 1 τοῦ Ἀγροτικοῦ Κώδικος, 2) τὸ ἄρθρον 12 τοῦ Ἀναγκαστικοῦ Νόμου 1671)1951 καὶ 3) τὴν ὑπ' ἀριθ. 171)1953 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργοῦ, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

Ὁρίζομεν τὸν τύπον τῶν ἐφ' ἑξῆς ἐκδιδομένων ὁριστικῶν τίτλων κυριότητος (Παραχωρητηρίων), τὸν προβλεπόμενον ὑπὸ τῶν ἄρθρων 193, 199 καὶ 119 τοῦ Ἀγροτικοῦ Κώδικος, ὡς κάτωθι :

ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΓΕΩΡΓΙΑΣ

ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΕΠΟΙΚΙΣΜΟΥ

Ἀριθ. τίτλου.....

Δηλοποιεῖ ὅτι :

1) Δυνάμει τοῦ ἄρθρου..... (Σημ. 1) τοῦ Ἀγροτικοῦ Κώδικος καὶ τῆς ἀποφάσεως ὑπ' ἀριθ. .... περιῆλθεν (Σημ. 2) εἰς τὴν κυριότητα τ..... .... ὁ ἐκ στρεμμάτων .... (ἀριθ. .....) (Σημ. 3) κλῆρος κείμενος ἐν τῇ ἐποικισθείσῃ περιοχῇ..... ..... ('Υπὲρ Σ.Α.Α.Κ. .....) τοῦ Νομοῦ..... .... ἀποτελούμενος ἐκ τῶν κατωτέρω..... ... . (ἀριθ.....) τεμαχίων, ὑφ' ἃς κατηγορίας καὶ στοιχεῖα καθορίζονται ταῦτα εἰς τὴν ὁριστικὴν διανομὴν τὴν κυρωθεῖσαν διὰ τ..... .... δημοσιευθ..... εἰς τὸ Φ.Ε.Κ. ..... τῆς..... καὶ εἰς τὸ ἀπὸ..... ἐπίσημον σχεδιάγραμμα τῆς Διευθύνσεως Τοπογραφικῆς Ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας.

Αὐξ. ἀριθμὸς	Κατηγορία	Εἶδος	Ἔκτασις		Δένδρα			Παρατηρήσεις
			Στρεμ.	μ²	Εἶδος	Ἀριθμὸς	Αὐξ. ἀριθμὸς δένδρων καὶ λοιπὰ στοιχ.	

2. Ἡ ὡς ἄνω μεταβιβαζομένη κυριότης τελεῖ ὑπὸ τοὺς κάτωθι ὅρους καὶ περιορισμούς :

α) Ὁ κληροῦχος ὑποχρεοῦται εἰς καταβολὴν τῶν τοκοχρεωλυτικῶν δόσεων τοῦ τιμήματος τοῦ κλήρου ἐπερχομένων ἐν ἐναντίᾳ περιπτώσει τῶν συνεπειῶν τοῦ ἄρθρου 207 τοῦ Ἀγρ. Κώδικος. Ἐπὶ ἐξωφλημένων κλήρων ἢ κλήρων ἄρθρου 199 ἀπαλείφονται τ' ἀνωτέρω.

β) Ἡ κυριότης τοῦ μεταβιβαζομένου κλήρου τελεῖ ὑπὸ τοὺς ὅρους καὶ περιορισμοὺς τῶν περὶ καλλιεργείας καὶ ἐκποιήσεως ἰσχυουσῶν ἑκάστοτε διατάξεων τοῦ Ἀγροτικοῦ Κώδικος. Ἐπὶ τίτλων ἄρθρου 199 ἀπαλείφονται τ' ἀνωτέρω.

γ) Εἰς περίπτωσιν θανάτου τοῦ ἀνωτέρω κληρούχου ἐφαρμόζονται αἱ κληρονομικαὶ διατάξεις τῶν ἑκάστοτε ἰσχυόντων Ἀγροτικῶν Νόμων. Ἐπὶ τίτλων ἄρθρου 199 ἀπαλείφονται τ' ἀνωτέρω.

3. Κατὰ τὴν μεταγραφὴν τοῦ παρόντος τίτλου, ἐνεργουμένην συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 193 παρ. 5 καὶ 6 συνεγγράφεται μερίμνῃ τοῦ οἰκείου φύλακος μεταγραφῶν ἐφ' ὁλοκλήρου τῆς ἐκτάσεως εἰς ἣν ἀφορᾷ ὁ παρὼν τίτλος, πρώτη ἐκ τοῦ Νόμου ὑποθήκη διὰ τὸ τίμημα ὡς τοῦτο καθορίζεται ἐν τῷ προσηρτημένῳ ὑπ' ἀριθ..... ἐγγράφῳ ἡμῶν ὑπὲρ τῶν κατὰ Νόμον δικαιούχων. Ἡ ὑποθήκη αὕτη ἐξαλείφεται μετὰ πλήρη ἐξόφλησιν τοῦ τιμήματος βεβαιουμένην συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 193 παρ. 9 τοῦ Ἀγροτικοῦ Κώδικος διὰ πράξεως τοῦ Ὑπουργοῦ Γεωργίας. Ἐπὶ ἐξωφλημένου κλήρου ἀντὶ τῶν ἀνωτέρω ἀναγράφεται ἡ φράσις «τὸ τίμημα τοῦ ἀνωτέρω κλήρου ἐξωφλήθη ἢ διεγράφη βάσει τοῦ ἄρθρου 283 τοῦ Ἀγρ. Κώδικος». Ἐπὶ δὲ τίτλων τοῦ ἄρθρου 199 ἀντὶ τῶν ἀνωτέρω ἀναγράφε-

ται ἡ φράσις «ὁ ἀνωτέρω κλῆρος παραχωρεῖται δωρεάν, ὁ δὲ παρὼν τίτλος μεταγράφεται ἀτελῶς μερίμνῃ τῶν ἐνδιαφερομένων».

4. Ἀντίγραφον κεκυρωμένον τοῦ παρόντος τίτλου χορηγεῖται εἰς πάντα προσάλλοντα ἔννομον συμφέρον. Ἡ κατοχὴ καὶ μόνον τοιούτου ἀντιγράφου οὐδὲν ὑπὲρ τοῦ κατόχου δικαίωμα γεννᾷ ἐπὶ τοῦ κλήρου.

5. Αἱ μετὰ τὴν ἔκδοσιν τοῦ παρόντος τίτλου ἐπελευσόμεναι νόμιμαι μεταβολαὶ ὡς πρὸς τὰ ὡς ἄνω τεμάχια καὶ τὰ ἐπ' αὐτῶν δικαιώματα καταχωρίζονται ἐν τῷ ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως Ἐποικισμοῦ τηρουμένῳ Ἀγροτικῷ Κτηματολογίῳ, συμφώνως τῷ Ν. 478)1943 «περὶ Ἀγροτικοῦ Κτηματολογίου».

Ἐν Ἀθήναις τῇ ..... 19..

Ὁ Διευθυντὴς Ἐποικισμοῦ

Ἀκριβὲς ἀντίγραφον.

Ἐν Ἀθήναις τῇ ..... 19..

Ὁ Προϊστάμενος τοῦ Δ' Τμήματος Ἐποικισμοῦ

Σημ. 1.— Διὰ τοὺς ἐξ ὁριστικῆς διανομῆς κλήρους ἀναγράφεται τὸ ἄρθρον 189 ἐκτὸς ἂν πρόκειται περὶ κλήρου παραχωρηθέντος μετὰ τὴν ὁριστικὴν διανομὴν ὁπότε μνημονεύεται καὶ τὸ ἄρθρον 195. Διὰ τοὺς κλήρους ἐκ διανομῆς κοινοχρήστων ἀναγράφεται μόνον τὸ ἄρθρον 119, διὰ δὲ τοὺς Ἐκκλησιαστικοὺς καὶ Σχολικοὺς κλήρους τὸ ἄρθρον 198 καὶ διὰ τὰς κοινοχρήστους ἐκτάσεις τὸ ἄρθρον 197.

Σημ. 2.— Ἐπὶ κλήρου ἄρθρου 119 ἀντὶ τῆς λέξεως «περιῆλθεν» ἀναγράφεται ἡ λέξις «μεταβιβάζεται».

Σημ. 3.— Ἀναγράφεται τὸ εἶδος τοῦ κλήρου (γεωργικός, ἐπαγγελματικός, συντηρήσεως, οἰκοπεδικός, ἐμφυτευτικὸς κλπ.)

Ἄρθρον 2.

1. Ἐὰν εἰς κληροῦχον τινὰ παρεχωρήθησαν καὶ δένδρα, ταῦτα ἀναγράφονται συνολικῶς μὲν εἰς τὴν θέσιν εἰς ἣν ἀναγράφεται συνολικῶς ἡ ἔκτασις τοῦ κλήρου, ἀναλυτικῶς δὲ (αὔξ. ἀριθ. τούτων, τεμάχια ἐφ' ὧν κεῖνται κτλ.) εἰς τὰς οἰκείας στήλας τῶν δένδρων.

2. Ἐὰν ὡς κλῆρος χορηγοῦνται μόνον δένδρα. ἀναγράφονται συνολικῶς καὶ ἀναλυτικῶς μόνον ταῦτα, διαγραφομένων τῶν φράσεων καὶ στοιχείων τῶν ἀναφερομένων εἰς στρέμματα. Εἰς τὰς περιπτώσεις ταύτας, ὡς καὶ εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς εἰς τὸν κληροῦχον παρεχωρήθησαν πλὴν ὡρισμένων τεμαχίων καὶ δένδρα κείμενα ἐπὶ ἀλλοτρίου ἐδάφους, γίνεται εἰς τὴν στήλην τῶν παρατηρήσεων ἢ εἰς τὸ τέλος τοῦ ἀναλυτικοῦ πίνακος εἰδικὴ καὶ ρητὴ περὶ τούτου μνεία, ἀναγραφομένου καὶ τοῦ ἀριθμοῦ καὶ τῆς κατηγορίας τῶν ἐφ' ὧν κεῖνται τὰ δένδρα ξένων τεμαχίων.

3. Ἐὰν ἐπὶ τῶν παραχωρηθέντων εἰς κληροῦχον τεμαχίων κεῖνται καὶ δένδρα παραχωρηθέντα εἰς τρίτον, γίνεται εἰδικὴ περὶ τούτου μνεία εἰς τὴν στήλην τῶν παρατηρήσεων ἢ εἰς τὸ τέλος τοῦ ἀναλυτικοῦ πίνακος.

Ἄρθρον 3.

1. Τὸ πρωτότυπον ἑκάστου ἐκ τῶν ὡς ἄνω τίτλων κυριότητος (Παραχωρητήριον) καταχωριζόμενον ἐν τῷ παρὰ τῇ Κεντρικῇ Ὑπηρεσίᾳ Ἐποικισμοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας τηρουμένῳ εἰδικῷ βιβλίῳ κατατίθεται εἰς τὸ παρ' αὐτῷ Ἀρχεῖον οριστικῶν τίτλων κυριότητος (παραχωρητηρίων).

2. Τὰ πρωτότυπα τῶν ὡς ἄνω τίτλων κυριότητος (Παραχωρητηρίων) ὑπογράφονται ὑπὸ τοῦ Διευθυντοῦ Ἐποικισμοῦ, τὰ δὲ εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους ἢ πρὸς ὑπηρεσιακὴν χρῆσιν χορηγούμενα ἀντίγραφα ὑπογράφονται ὑπὸ τοῦ Προισταμένου τοῦ Δ' Τμήματος Ἐποικισμοῦ.

Ἄρθρον 4.

Καταργοῦνται: 1) Τὸ ἀπὸ 26 Ἰανουαρίου 1949 Β. Διάταγμα «περὶ καθορισμοῦ τοῦ Τύπου τῶν ὁριστικῶν τίτλων κυριότητος (ὁριστικῶν παραχωρητηρίων) τῶν κλήρων τῶν ἀγροτικῶς ἀποκατασταθέντων» καὶ 2) τὸ ἀπὸ 6 Ὀκτωβρίου 1950 τοιοῦτον «περὶ καθορισμοῦ τοῦ τύπου τοῦ ὁριστικοῦ τίτλου κυριότητος (παραχωρητηρίου) τῶν ἐκ κοινοχρήστων ἐκτάσεων κλήρων τῶν ἀγροτικῶς ἀποκατασταθέντων».

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Ἀπριλίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΝΔΡ. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ